DOCUMENTS

MODULE 8: LA MONDIALISATION CONTEMPORAINE

SOUS - MODULE N° 2: NOUVEAUX THEATRES ET LIMITES DE LA MONDIALISATION

CHAPITRE 2: METROPOLISATION, MOBILITES ET MONDIALISATION

BiblioMonde

Jean Gottmann

Ouvrages référencés dans BiblioMonde

- La politique des États et leur géographie

Géographe, connu pour son étude sur la Megalopolis du nord-est des États-Unis

Né à Karkhov (Ukraine) en 1915, neveu de rabins tant du côté paternel que du côté maternel, Jean Gottmann perd ses parents en 1917. Il fuit la Russie avec le reste de sa famille en 1921 pour s'installer à Paris où il fait des études de géographie à la Sorbonne. il rédige une thèse sur l'irrigation en Palestine et collabore aux Annales de Géographie. Jean Gottmann est l'assistant de Albert Demangeon, son directeur de recherche à la Sorbonne, lui-même ancien élève de Paul Vidal de la Blache.

En 1940, l'invasion nazie le fait s'exiler à New York, d'où, ensuite, il rejoignit la France Libre, en participant à l'effort de guerre en tant que conseiller des gouvernements américain et français, puis à l'effort de paix aux Nations Unies. À cette époque, il est aussi membre de l'Institute of Advanced Study de Princeton. Il poursuit ses travaux sur la région Boston/Washington et invente le terme de « mégalopolis ». Il enseigne aussi à Science Po (Paris) et à l'EHESS, mais c'est à l'université d'Oxford (Royaume-Uni) qu'il fait l'essentiel de sa carrière. il devient le directeur de la School of Geography d'Oxford. (1968 à 1983). Il y reste enseignant jusqu'à la fin de sa vie, en 1994.

Jean Gottmann est l'auteur de nombreux ouvrage, comme *L'Amerique* (1949), écrit pour les Français et *A geography of Europe* (1950) écrit pour les Americains. En 1952, il publie *La politique des États et leur géographie*. Son œuvre majeure reste *Megalopolis. The urbanized northeastern Seabord of United States* (1961). Un autre ouvrage, publié en 1955, a marqué la géographie mondiale, *La Virginie au milieu du siècle*.

« En 1961, Gottmann publie l'ouvrage qui devait affirmer sa réputation internationale, *Megalopolis*, qui étudie la structure urbaine, universitaire et bancaire du nord-est des États-Unis, berceau de la toute-puissance américaine. D'une plus grande portée encore, la Politique des États et la géographie va témoigner d'une des pensées les plus originales de la géographie moderne, en démontrant que la vie des peuples est, en grande partie, fonction de la configuration de l'espace qu'ils occupent. La guerre israélo-palestinienne, la tragédie algérienne, la guerre en Bosnie, apportent la preuve éloquente de la justesse de cette adéquation. Ce fut, forcément, l'exception que constitue dans l'université française l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) qui, en la personne de son président Fernand Braudel, fit appel à Jean Gottmann. » (*Le Monde diplomatique*, juin 1994)

Articles en ligne 6

Questions sur la banane bleue

Roger Brunet, mars 2002

Pour répondre à des curiosités qui s'expriment sur Internet, voici quelques éléments d'information sur la Dorsale européenne, dite «banane bleue».

La banane bleue est le nom que les médias ont donné à la représentation de la grande dorsale ou mégalopole qui traverse l'Europe du Lancashire à la Toscane. On trouve là les plus fortes densités de population, les plus fortes densités de grandes villes, les plus fortes productions et valeurs ajoutées au kilomètre carré, les plus forts trafics.

Son dessin correspondant aux principaux chemins d'échanges établis du 13e au 21e siècle à travers l'Europe, et d'abord (13e- 16e s.) entre les deux pôles anciens de Vénétie-Lombardie-Toscane et des «Pays bas» au sens large. Là se sont accumulées les richesses surant des siècles, là ont été faites les principales innovations et inventions (techniques financières et commerciales, imprimerie, révolution industrielle) et là fut inventé le capitalisme. Ces chemins ont contourné une France précocement centralisée et moins favorable aux marchands et même aux innovations.

L'Alsace, la Lorraine industrielle et la région Nord-Pas-de-Calais en font partie. Paris en est séparée par un grand glacis de campagnes et de faible peuplement qui a longtemps servi à sa protection (Picardie, Champagne).

En revanche, la mégalopole a projeté, en parallèle, le principal axe du territoire français (Basse-Seine-Bas-Rhône, où se trouve Paris. Un axe parallèle se trouve de l'autre côté, de Hambourg à Zagreb-Trieste par Berlin, Prague et Vienne. L'évolution récente a défait une partie du tissu septentrional de la Mégalopole (Lancashire-Midlands), et au contraire l'a faite gagner en direction du sud (Toscane, voire Rome).

Cette figure géographique a été mentionnée il y a déjà trente ans 1973 par Roger Brunet («Structures et dynamiques du teritoire français», revue *L'Espace géographique*, 1973) mais n'a été popularisée et baptisée qu'à la suite de l'étude dirigée par R. Brunet pour le compte de la Datar en mai 1989 (référence ci-après). Dans cette étude elle s'appelle *dorsale européenne* ou *mégalopole européenne*. La révélation de la répartition des villes «européennes» et de la position réelle de la France a eu un effet de choc, encore sensible en 2002. La presse en a immédiatement beaucoup parlé.

Le nom «banane bleue» est une addition médiatique: la forme de banane a été évoquée par Jacques Chérèque, minsitre de l'Aménagement du territoire, présentant ces travaux lors d'une conférence de presse à succès; la couleur est celle que lui a donnée trois jours après le dessinateur du *Nouvel Observateur*, dans un artucle de Josette Alia qui servit de baptême à la «banane bleue».

Depuis, l'expression a été consacrée, y compris à l'étranger (nombreuses références sur Internet) et surtout dans les milieux politiques, d'aménagement et de développement local et régional. L'image de la «banane bleue» a notamment beaucoup servi aux idées d'arcs (atlantique et méditerranéen ou latin) et comme argument pour des politiques régionales et de villes.

Global Cities Index 2014

NewYork

Londres

Paris

Tokyo

Hong Kong

Los Angeles

Chicago

Beijing

Singapour

Washington

Bruxelles

Seoul

Toronto

Sydney

Madrid

Vienne

Moscou

Shanghai

Berlin

Buenos Aires

Classement e-Geopolis

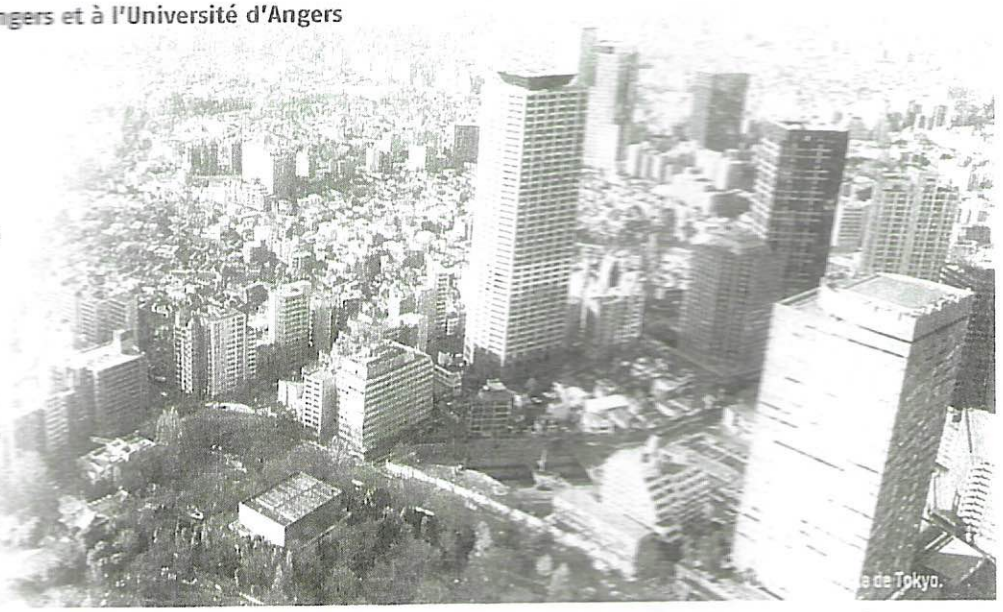
LES AGGLOMÉRATIONS DE PLUS DE 10 MILLIONS D'HABITANTS

	Agglomération	Pays	Nombre d'habitants (en milliers)	Superficie urbanisée (en km2)	Densité (en h/km2)	Année des dernières sources
1	Shanghai	Chine	94 500	22,630	4,176	2010
2	Shenzhen	Chine	44 409	5,321	8,346	2010
3	Tokyo	Japon	39 800	4,201	9,474	2010
4	New York	États-Unis	27 764	20,388	1,362	2010
5	Delhi	Inde	23 300	1,411	16,513	2011
6	Jakarta	Indonésie	22 551	2,199	10,255	2010
7	Séoul	Corée	20 500	1,179	17,388	2010
8	Manille	Philippines	20 078	1,092	18,386	2010
9	Karachi	Pakistan	19 589	807	24,274	2010
10	São Paulo	Brésil	18 890	2,008	9,407	2010
11	Mexico	Mexique	18 050	1,746	10,338	2010
12	Cochin	Inde	17 950	9,033	1 987	2011
13	Calcutta	Inde	17 200	1 852	9 287	2011
14	Pékin	Chine	16 700	2 400	6 958	2010
15	Bombay	Inde	16 500	465	35 484	2011
16	Le Caire	Égypte	15 691	1 328	11 816	2006
17	Dhaka	Bangladesh	15 680	1 077	14 559	2011
18	Los Angeles	États-Unis	15 449	7 099	2 176	2010
19	Osaka	Japon	14 500	2 900	5 000	2010
20	Bangkok	Thaïlande	14 160	3 150	4 496	2010
21	Moscou	Russie	14 009	1 901	7 369	2010
22	Hô Chi Minh-Ville	Vietnam	13 750	3 000	4 583	2009
23	Istanbul	Turquie	13 460	1 126	11 954	2011
24	Téhéran	Iran	12 135	1 917	6 330	2011
25	Rio de Janeiro	Brésil	11 350	1 568	7 239	2010
26	Buenos Aires	Argentine	11 200	2 500	4 480	2010
27	Lagos	Nigeria	10 590	863	12 271	2006
28	Paris	France	10 518	1 867	5 634	2009
29	Londres	Roy.-Uni	10 223	2 190	4 668	2011
30	Lahore	Pakistan	10 000	367	27 248	2008
	Ensemble		610 496	109 585	5 571	2010
	Reste de la planète		6 220 091	135 890 415	46	2010

LES VILLES GLOBALES, CENTRES D'IMPULSION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

par Armand Djimet-Baboun,
professeur au lycée Mongazon à Angers et à l'Université d'Angers

Historiquement, la ville est par excellence le lieu de production, d'accumulation et d'accueil d'activités de toute nature et plus particulièrement des services. Depuis plusieurs décennies, les grandes agglomérations accueillent le tertiaire supérieur, secteur qui regroupe les activités de commandement (ministères, administration, direction des grandes entreprises...), la Recherche-Développement, les services aux entreprises, l'intermédiation financière (banques, assurances). Ces activités confèrent à ces grandes agglomérations un rôle majeur dans la globalisation de l'économie. Certaines de ces grandes agglomérations concentrent sur un espace limité (le CBD : *Central Business District*) ces activités supérieures qui leur donnent un rayonnement mondial. Ce sont ces dernières que la sociologue Saskia Sassen a qualifiées de villes globales (1991, 1997).



...e de Tokyo.

Parmi les cinquante premières métropoles mondiales, se détachent quatre leaders métropolitains mondiaux : Londres, New York, Tokyo-Yokohama et Paris-Ile-de-France.

Ces métropoles, durant les deux ou trois dernières décennies, « *ont*, d'après le géographe G. Antier, *répondu à un besoin de polarisation essentielle au fonctionnement et à l'efficacité du processus de décision dans le cadre du processus de mondialisation* ». En effet, elles ont développé et concentré en leur sein les fonctions de commandement nécessaires à la nouvelle donne économique mondiale et forment des ensembles qui constituent « *l'archipel mégalopolitain mondial* », d'après le géographe O. Dollfus (1996). Depuis la seconde moitié du XXe siècle, ces métropoles participent à la direction du monde mais en voient d'autres émerger et se positionner également sur la scène mondiale.

O. Dollfus a démontré en 1996 comment les grandes métropoles sont devenues les centres de commandement de l'économie mondiale. Elles sont, d'après lui, les lieux où se concentrent les activités d'innovation et de commandement et plus particulièrement, le tertiaire supérieur et le quaternaire (recherches, innovations, activités de direction). Ces mégalopoles concentrent entre elles l'essentiel du trafic aérien et les flux de télécommunication ; elles entretiennent ainsi des relations privilégiées entre elles ; « *90 % des opérations financières s'y décident et 80 % des connaissances scientifiques s'y élaborent* » (O. Dollfus, *La mondialisa-*

tion, 1996). De cet AMM, une demi-douzaine d'îles émergent dont les trois mégalopoles de la Triade, auxquelles s'ajoutent trois mégalopoles secondaires : la région des Grands Lacs, la côte pacifique des États-Unis, le grand arc asiatique de Séoul à Singapour en passant par les grandes villes de la façade orientale chinoise (Beijing-Tianjin, Shanghai, Guangzhou-Hong Kong).

Ces métropoles de l'AMM sont d'abord les lieux de production de richesse. Ainsi, le Produit brut urbain (PUB) reflète bien la puissance de ces centres. En 1996, le PUB de l'agglomération de Tokyo (1 443 milliards de dollars), équivalait quasiment au PIB de la France (1 534 milliards de dollars) le PUB de New York (829 milliards) est trois fois supérieur à celui de l'Inde (350 milliards), celui de Paris (361 milliards), huit fois supérieur à celui de la Hongrie (43 milliards).

Les mégalopoles, espaces de l'AMM

Les trois mégalopoles de la Triade se détachent par leur richesse, leur poids dans l'économie mondiale (centres d'impulsion et de commandement). La mégalopole européenne ou « dorsale européenne » qui s'étire des Midlands au nord de l'Italie, peuplée de 130 millions d'habitants, s'appuie sur des espaces les plus urbanisés au monde : le grand Londres (9 millions d'habitants), la Randstadt Holland (6 m), la conurbation Rhin-Ruhr (10 m). Cet espace prend également appui sur la métropole Paris-Ile-de-France légèrement excentrée et qui compte 10 millions d'habitants. Dans cette mégalopole se localisent donc les grands centres de décision d'ordre planétaire tels que Londres et Paris ou, secondairement, Francfort, Amsterdam Bruxelles, Milan.

En Amérique du Nord, la Megalopolis (d'après la terminologie de J. Gottmann, 1961) s'étend de Boston à Washington, sur près de 800 km, dont les cinq principales agglomérations (Boston, New York, Philadelphie, Baltimore, Washington) rassemblent plus de 40 millions d'habitants. C'est le berceau du capitalisme américain avec un pouvoir de commandement mondial incontesté et le rôle affirmé de Washington et de New York dans la conduite des affaires mondiales tant sur le plan politique qu'économique (rôle de la Maison Blanche, des organismes internationaux…). Cet espace constitue aussi un pôle culturel, d'innovations planétaire avec la présence d'universités et de centres de recherches célèbres (Harvard, MIT, Columbia…) ; la haute technologie se concentre dans les parcs technologiques des routes 128 et 495 près de Boston (*America's Technology Highway*).

Le troisième pôle de l'AMM est constitué par la mégalopole japonaise qui court sur 1 200 km de Tokyo à Fukuoka sur l'île de Kyushu. Sur à peine un cinquième du territoire, cette mégalopole concentre 80 % de la population et réalise 85 % du PIB nippon. Cependant, trois grands ensembles se dégagent et s'imposent sur tous les plans : ce sont les grandes baies. D'abord, l'agglomération de Tokyo-Yokohama, localisée dans la baie de Tokyo, constitue le principal pôle, le Keihin ou le Kanto, qui réalise près d'un tiers de la production industrielle japonaise ; le deuxième ensemble est constitué par l'agglomération d'Osaka-Kobé, dans la baie du même nom ; c'est le Kansai qui détient 20 % du potentiel industriel japonais ; enfin le troisième ensemble localisé dans la baie d'Ise, est dominé par Nagoya, c'est le Chukyo, avec 10 % du potentel industriel total.

Dans ces trois métropoles de l'AMM, se situent les principales villes globales qui constituent les centres de commandement de l'économie mondiale ; ce sont New York, Tokyo, Londres auxquelles s'ajoute Paris considérée comme ville globale « *soft* ».

Les villes globales, espaces de localisation du tertiaire supérieur

D'après l'économiste P. Veltz — cité par D. Retaillé (ouvrage collectif, Nathan, 2007) — « *La mondialisation de l'économie a pour corollaire immédiatement sa concentration territoriale croissante notamment en faveur des grandes métropoles mondiales* » (1996). Déjà en 1982, J. Friedmann et G. Wolff ont mis en avant le rôle stratégique de la ville globale. D'après ces auteurs, « *au sommet de la hiérarchie (du pouvoir et du contrôle) se trouvent un petit nombre de régions urbaines massives que nous appellerons villes-monde. Etroitement liées les unes aux autres par les prises de décision et par la finance, elles forment un système de contrôle planétaire sur l'expansion de la production et des marchés.* »

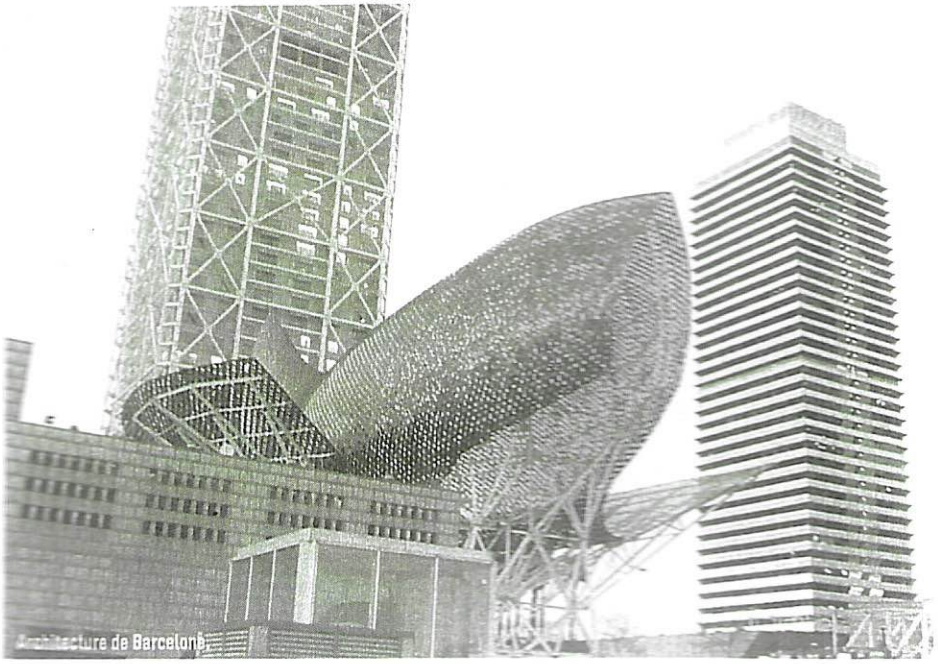
Donc la ville globale est au centre de la globalisation. Selon Saskia Sassen, la ville globale est un site de production de services sophistiqués indispensables au fonctionnement des commandes de l'économie mondiale. L'environnement urbain

Gratte-ciel de la ville de Philadelphie. © Jim Pruitt

paraît, de la sorte, indispensable au processus de production. Ainsi, « *les entreprises du secteur tertiaire supérieur voient leur processus de production grandement facilité par la proximité des autres prestataires de services spécialisés et ce, d'autant plus que le service se situe à la pointe de l'innovation. Dans ces sites-pilotes sont en effet rassemblés les contrôleurs de gestion, les conseils juridiques, les spécialistes en recherche complexe, les cabinets d'experts comptables, les analystes financiers, les designers, les imprimeurs, etc., dont les compétences hautement spécialisées s'avèrent essentielles à la transnationalisation des activités économiques.* »

La logique d'une telle concentration de services consiste à rechercher d'efficacité par le gain de temps et, donc, à faire jouer les économies d'échelle. Aussi, est-ce dans des lieux bien déterminés — les CBD (*Central Business District*) — que se concentre le pouvoir de décision, notamment les décisions financières ; aussi y trouve-t-on les grandes places boursières telles Wall Street à New York, la City à Londres ou le Kabuto Cho à Tokyo. Ces trois grandes Bourses mondiales agissent, selon Saskia Sassen, en trinôme et sont moins rivales que complémentaires ; aussi agissent-elles en réseaux afin de gérer et financer les transactions. D'après cet auteur, « *il existe donc une relation étroite entre la croissance des marchés de la finance et des services spécialisés, la tendance des entreprises multinationales à concentrer leurs sièges dans les très grandes villes et le développement d'infrastructures très performantes de télécommunications dans ces dernières, de manière à réduire les coûts d'investissements en fonction des grands utilisateurs.* »

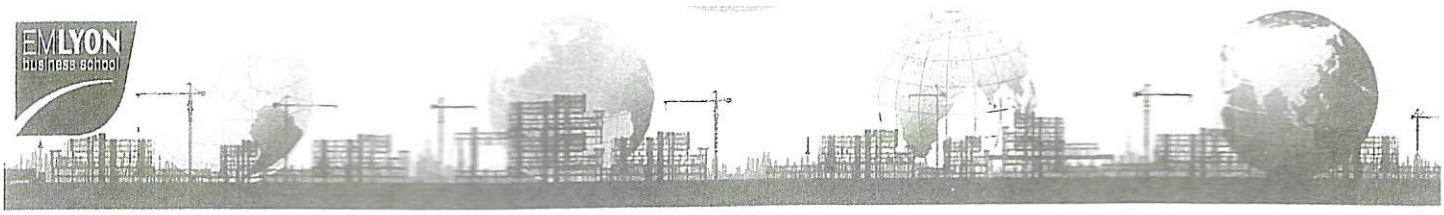
New York apparaît comme l'archétype de la ville globale par l'hyperconcentration des activités qui s'appuient sur la première Bourse mondiale (le NYSE), un important marché à terme (le NYMEX) et tout récemment, celui de la haute technologie (le NASDAQ). Comme l'écrivait J. Gottmann en 1961, « *à New York se sont édifiées les grandes constructions financières, commerciales, industrielles et se sont réalisées les grandes concentrations des capitaux. Là aussi se sont ouvertes les grandes crises. Les fils de la politique et de l'économie mondiale viennent se nouer à ce carrefour universel, où le siège des Nations Unies, jalousement réclamé et retenu par New York prend une allure symbolique... New York est la capitale du monde autant qu'américaine.* » Ainsi, même « *après 2001, New York reste le centre névralgique du capitalisme libéral; le personnel de haut niveau a été condensé à New York... Le pouvoir d'attraction de la ville perdure.* » (*La mondialisation* en fiches, Bréal, 2005)


Architecture de Barcelone

Pôles financiers incontournables, les villes globales sont aussi les lieux de passages, de rencontres de tout premier ordre. Leurs aéroports, par leur trafic sont parmi les tout premiers au monde. Londres, avec un trafic de 114 millions de passagers (Heathrow, Gatwick) s'est confortablement installée en tête depuis quelques années ; elle est suivie de Tokyo (Haneda et Narita) avec 90 millions de passagers. New York avec 85 millions est rétrogradée au cinquième rang, dépassée par Chicago et Atlanta qui sont immédiatement suivies par Paris (78 millions). Dans l'ensemble, quinze des vingt premiers aéroports mondiaux se localisent dans l'AMM, renforçant par là même le poids des villes globales dans tous les domaines : financier, culturel, touristique...

En effet, la fonction culturelle des villes globales est une réalité indiscutable car elles disposent des musées et des galeries d'art de renommée mondiale : Metropolis, Guggenheim, Museum d'histoire naturelle... à New York ; British Museum, National Gallery, The Tate à Londres ; le Musée National à Tokyo ; le Louvre, les musées d'Orsay, du Quai Branly, Picasso, Art moderne... à Paris. Elles disposent aussi des monuments, des salles d'opéra de portée mondiale. Ces métropoles sont aussi les lieux d'innombrables manifestations internationales : congrès, salons, conférences... (Salons de l'automobile, de l'aéronautique, de l'agriculture...)

Le poids de ces villes globales est aussi renforcé par leur fonction intellectuelle et leur grande capacité dans les domaines de la recherche et de l'innovation. Comme toutes les grandes métropoles de l'AMM, elles sont « *les lieux d'implantation des centres de haute technicité, des universités et des centres de recherche scientifique et technique; il n'est pas étonnant que les grandes métropoles soient le siège de ces complexes d'activités qu'on nomme technopoles ou technopôles.* » (R. Guglielmo, 1996) Ainsi à Londres, le technopole est situé à l'ouest, le long de l'autoroute M4 et accueille la majorité des sociétés de haute technologie. Cette concentration est due à plusieurs facteurs favorables : un nœud multimodal d'une grande importance constitué par un excellent réseau d'autoroutes, des liaisons ferroviaires très fluide et l'accès rapide à l'aéro-



port de Heathrow ; un environnement physique attractif et la proximité de Londres. Cependant, deux autres éléments sont essentiels : la présence de grands centres de recherches (celui sur l'énergie d'Aldermaston et Harwell, celui de la recherche aérospatiale de Bristol et Farnborough, celui sur les transports de Bracknell) et la présence des FMN comme Digital ainsi que des industries de la Défense, d'après G. Benko cité par Guglielmo.

Paris dispose aussi d'un technopole baptisé « Cité scientifique d'Ile-de-France » qui s'étend sur quatre-vingt-dix communes, depuis la ville nouvelle de St-Quentin-en-Yvelines à celle d'Evry, sur 50 km de long et 12 km de large. Bien desservi et relié à Paris par les autoroutes A6, A10, cet espace concentre un certain nombre d'instituts et de centres de recherches ainsi que de grandes écoles. On peut citer, entre autres, le Commissariat à l'énergie atomique et le centre d'études nucléaires de Saclay ; l'Institut de physique nucléaire de Paris XI-Orsay ; le CNRS, l'Inserm, l'Inra, le centre de recherches pharmaceutiques, le centre d'études et de recherches d'EDF, l'École polytechnique, l'École centrale, HEC... Une telle concentration de centres de recherches et d'établissements d'enseignement supérieur de haute qualité ne pouvait qu'attirer des industries de pointe comme EADS, Hewlett-Packard ainsi qu'une foule de PMI sous-traitantes.

À Tokyo, à 60 km, dans la grande banlieue nord, le MITI a créé depuis 1963 le technopole de Tsukuba qui est devenu depuis 1980 la « Cité des cerveaux » ; l'activité principale de ce technopole est la recherche fondamentale qui fournit la base scientifique nécessaire au développement. Ainsi, 40 000 personnes y travaillent dans l'enseignement et la recherche tournés vers de multiples secteurs : génie mécanique, robotique, électronique, biotechnologie, génie de construction, recherche automobile...

Toutes ces fonctions du tertiaire supérieur renforcent les villes globales. Cependant, d'autres métropoles de l'AMM ainsi que des mégapoles des pays émergents commencent à jouer un rôle croissant dans la mondialisation par leurs activités qui les lient aux villes globales. Certaines, telles Shanghaï, Séoul, Hong Kong... sont considérées comme des villes globales émergentes et la chute de leurs activités financières peut affecter celles des principaux centres d'impulsion de l'économie mondiale.

La mondialisation [illegible] aussi d'autres métropoles

En effet, de nos jours, la mondialisation affecte tous les points du globe et, ainsi, les grandes métropoles des pays du Sud qui ne sont pas des villes globales sont plus ou moins intégrées dans des réseaux et jouent un certain rôle dans cette économie globalisée. Preuve en est, lorsque, le 14 mai 1997, le baht thaïlandais a été dévalué à Bangkok, la crise s'est répandue très vite à Kuala Lumpur, à Manille, à Séoul, à Djakarta, à Taïpeh ; puis le mouvement a gagné rapidement Moscou, Sao Paulo et Buenos Aires. Toutes les principales places furent affectées à leur tour, notamment celles des villes globales ; n'ont été peu touchées que celles des économies marginalisées et peu attractives de certaines grandes villes africaines ou latino-américaines.

Les métropoles d'Asie [illegible]

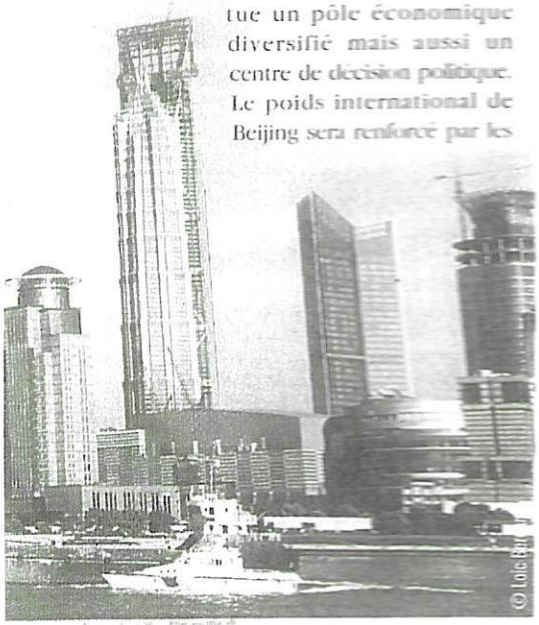
Les très grandes métropoles asiatiques de la façade pacifique font partie de l'AMM et sont bien intégrées dans l'économie mondiale. À ces métropoles, s'ajoutent aujourd'hui les très grandes villes indiennes telles que Mumbai, Delhi, Bangalore et, dans une moindre mesure, Calcutta, qui sont les lieux de la mondialisation de ce sous-continent émergent. En effet ces métropoles asiatiques, autrefois centres d'activités industrielles traditionnelles sont devenues les centres de captage des flux financiers mondiaux et plus particulièrement des IDE (Investissements directs à l'étranger), de plus, certaines d'entre elles sont les sièges sociaux d'entreprises participant à la globalisation des activités économiques à l'instar des « chaebols » (conglomérat) coréens (Daewoo, Samsung, Hyundai... à Séoul). Les activités boursières renforcent leur rôle dans la planète financière mondiale. Dans le sillage du Kabuto Cho, les places boursières de Séoul, Hong Kong, Singapour, Shanghaï donnent les tendances du jour avant l'ouverture des places boursières européennes.

Séoul, métropole de 12 millions d'habitants, est l'archétype de l'intégration de la Corée du Sud dans l'économie mondiale. En effet, elle réalise un tiers du PNB de ce pays, constitue le premier centre industriel avec 25 % des établissements industriels et s'appuie sur les activités industrialo-portuaires d'Inchon ainsi que sur celle de Suwon, le grand centre électronique de la péninsule. Séoul, c'est aussi le premier centre tertaire et décisionnel car il concentre 85 % des sièges sociaux des entreprises dont ceux des chaebols et des grandes banques telles que Citizen National Bank, Korea Housing Bank, Industrial Bank of Korea, Korea Foreign Exchange Bank...

Quant à la Chine, le « *Grand Dragon* », son ouverture sur le monde s'est faite grâce à ses métropoles littorales. Hong Kong, ancienne colonie britannique rétrocédée en 1997, a représenté

Architecture de Shanghaï.

et représente encore la vitrine et la fenêtre du capitalisme — « *un régime, deux systèmes* » — pour la Chine. En effet, Hong Kong constitue un véritable centre d'impulsion par son port (5e au monde), son aéroport (au 17e rang mondial avec plus de 40 millions de passagers) et sa place boursière qui dépasse le Canada. Hong Kong a impulsé la ZES (zone économique spéciale) de Shen Zhen, petit village de pêcheurs il y a encore une vingtaine d'années et qui, aujourd'hui, compte 5 à 6 millions d'habitants. L'ensemble Hong Kong-Guangzhou-Shen Zhen-Macao constitue un des pôles puissants de la façade maritime de la Chine. Mais la grande vitrine montante, c'est actuellement Shanghaï, autrefois divisée en concessions européennes, longtemps brimée par le régime communiste qui est en train de prendre sa revanche. Mégapole de plus de 14 millions d'habitants, Shanghaï est la traduction de l'entrée fracassante de la Chine dans l'économie capitaliste avec un espace de consommation frénétique qui est l'avenue de Nanjin, un centre d'affaires, Pudong (quarante fois la superficie de la Défense à Paris), sorti de terre — de toutes pièces — dans une zone qui était hier encore, un marécage constitué de rizières; son architecture de verre verticale est le symbole de cette entrée tonitruante dans le capitalisme mondial. Quant à l'ensemble Beijing-Tianjin, avec plus de 22 millions d'habitants, son poids est indéniable dans l'organisation de l'espace et de l'économie chinoise. Cette vaste conurbation constitue un pôle économique diversifié mais aussi un centre de décision politique. Le poids international de Beijing sera renforcé par les jeux Olympiques de l'été 2008. Grâce à toutes ces métropoles qui font partie de l'AMM, la Chine a pu ainsi faire une entrée remarquée dans la mondialisation et capter l'essentiel des IDE. Aujourd'hui, les firmes transnationales y réalisent le quart de leur production industrielle et 45% de leurs exportations. L'essentiel des investissements est surtout polarisé sur les provinces littorales où se trouvent les grandes métropoles.


© Loic Faur

Ailleurs, l'exemple de Singapour est aussi édifiant. Cette Cité-Etat, ancienne colonie britannique, indépendante en 1965, a surtout profité de sa situation pour assurer son développement et jouer un rôle dans l'économie mondiale. Passage obligé entre l'Occident et l'Orient (détroits de Malacca et de la Sonde), Singapour a assis son développement sur l'aménagement de son port avec des activités diversifiées : d'abord un port de commerce, le premier au monde aujourd'hui par son trafic (394 millions de tonnes) géré par PSA (*Port of Singapore Authority*), son imposant terminal pétrolier d'Ayer Merbau et ses zones franches gérées par la *Jurong Town Corporation*. Sur ces activités sont venues se greffer des activités financières et d'industries de haute technologie qui ont fait de cette cité une ville-monde où se côtoient des firmes transnationales *hight-tech* telles Hewlett Packard, Hitachi, Toshiba, Philips ainsi que des banques transnationales. Quant à la place boursière, son indice de capitalisation, le *Straits Times,* reste modeste mais c'est une place très spéculative avec une forte activité de change. En Asie du Sud, l'Inde dont l'irruption dans l'économie mondiale est très récente présente un certain retard sur les autres pays émergents d'Asie. Aussi, le niveau des infrastructures reste médiocre et seules quelques grandes métropoles constituent les destinations privilégiées des IDE: New Delhi (15 millions d'habitants), capitale fédérale, capte l'essentiel des flux soit 26% du stock total, Mumbai, première métropole du pays (17 millions d'hab.), arrive en seconde position avec 21%, puis Bangalore capitale de la haute technologie indienne, en troisième position avec 7%; quant à Calcutta, troisième mégapole de l'Inde, avec ses 14 millions d'habitants, elle n'apparaît même pas parmi les six premières destinations des flux d'IDE. Cependant, ce pays est en train de rattraper son retard et ses grandes métropoles commencent à entrer dans les réseaux des espaces qui structurent le capitalisme mondial.

En Amérique latine, quelques métropoles multimillionnaires des pays émergents sont intégrées dans le système dominé par les villes globales. Ainsi Mexico, cette mégapole de 19 millions d'habitants, par ses infrastructures est bien intégrée dans le réseau par le biais de l'ALENA. Ville mondiale, elle constitue une des très grandes mégapoles qui disposent de puissantes structures bancaires dominées par les banques des pays du Nord, à tel point que ses difficultés financières des années quatre-vingt ont failli par deux fois entraîner la banqueroute de ces dernières. Mexico reste une grande destination touristique, une ville de congrès internationaux comme le sont d'autres villes-monde.

Au Brésil le duopole Sao Paulo-Rio de Janeiro fait partie de l'AMM et est intégré à l'économie mondiale depuis le XIXe siècle à l'époque du « cycle du café » qui a fait le bonheur des planteurs jusqu'à la crise des années vingt et trente. Aujourd'hui, ces deux métropoles figurent parmi les plus peuplées au monde; Sao Paulo avec ses 18 millions d'habitants est la capitale économique du Brésil qui attire les grandes firmes transnationales ainsi que les IDE. Sa Bourse est une des plus actives de l'Amérique latine et ses difficultés en 1998 se sont fait sentir sur les autres places boursières. Quant à Rio de Janeiro, célèbre par son site (le Pain de sucre), elle constitue la première destination touristique du Brésil, tant pour ses plages renommées (Ipanema, Copacabana) que pour son carnaval mondialement connu et qui ne cesse d'attirer toujours plus de monde.

Buenos Aires en Argentine, avec ses 14 millions d'habitants, prolonge vers le sud la métropolisation de cette façade latino-américaine; ses difficultés financières en 2001 sont la manifestation de son intégration dans le système monde impulsé ici par Washington et New York.

Les très grandes villes d'Afrique montrent les limites d'intégration de ce continent dans la mondialisation. Les mégapoles telles que Le Caire (13 millions d'hab.),

Vue de Dubaï.

Lagos (12 m) ou d'autres comme Kinshasa (6 m), Johannesburgh (6 m), Casablanca (4 à 5 m), Abidjan (3 m), ne peuvent rivaliser avec celles d'Asie ou d'Amérique latine tant leur poids paraît dérisoire sur la planète finance. En effet, toutes les places financières du continent ne totalisent que 2 % de la capitalisation boursière mondiale dont 90 % sont africaines. Le *Nigeria Stock Exchange* (NSE), le *Johannesburgh Stock Exchange* (JSE), les places boursières du Caire et de Casablanca ne pèsent pas lourd sur la scène mondiale ; par exemple la BRVM (Bourse régionale des valeurs mobilières) créée à Abidjan pour toute la zone UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) est quasiment contrôlée par la SONATEL qui y détient 46% de la capitalisation (3,3 milliards de dollars) ; de ce fait, elle est qualifiée de « *Bourse de la SONATEL* » ! Aujourd'hui, seul le JSE peut se targuer d'être une place boursière de rang mondial car fait partie de la *World Federation of Exchanges* avec Maurice et Le Caire et se classe entre Sao Paulo et Taipeh.

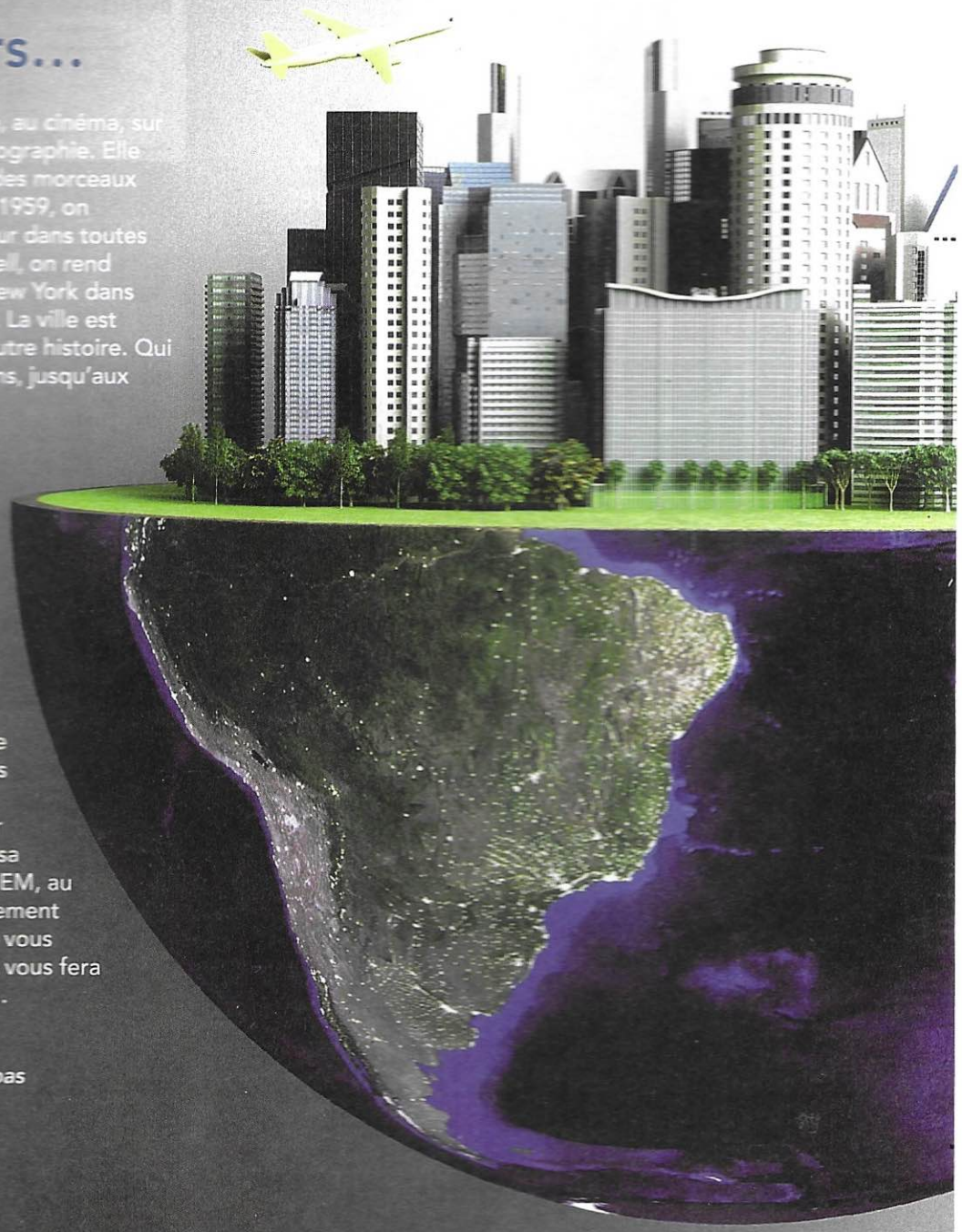
Au terme de cette analyse, force est de constater le grand écart qui existe entre les villes globales du Nord et les grandes villes du Sud. Les premières sont installées à la tête de l'économie mondiale, l'impulsent par des décisions qui y sont prises. Ces villes globales sont inscrites dans l'Archipel Mégalopolitain Mondial ; certaines n'ont pas une grande taille mais disposent d'un pouvoir qui peut avoir des conséquences mondiales à l'instar de Francfort-sur-le-Main, métropole à peine millionnaire en nombre d'habitants, siège de la Banque centrale européenne dont les prises de décision peuvent engager directement la vie de près de 500 millions de citoyens européens et avoir des conséquences sur la conduite des grandes sociétés et sur les places financières. Cependant, la mondialisation de l'économie a fait entrer de nouveaux acteurs sur la scène mondiale : ce sont les métropoles des pays émergents dont les activités sont de plus en plus liées à celles des villes globales de la Triade et qui s'affirment elles aussi comme des « *villes globales émergentes* ». À ces dernières, s'ajoutent les villes du golfe Arabo-Persique qui, sans être de grandes métropoles, participent à ce bal mondial grâce aux super-rentes générées par le pétrole (les pétrodollars présents sur les principales places financières). Seules encore écartées de ce remue-ménage, les grandes villes africaines dont le rôle est insignifiant. ●

- Adelia de Souza M., *Sao Paulo, ville mondiale et urbanisme français sous les tropiques*, L'Harmattan, 1998
- Antier G., *Les stratégies des grandes métropoles ; Enjeux, pouvoirs et aménagement*, A. Colin, 2005
- Bacconnier G., Benoit B., Clément G., Lallement P., Saussac R., *La mondialisation en fiches*, Bréal, 2005
- Carroue L., *Géographie de la mondialisation*, A. Colin, 2004
- Carroue L.,Collet D., Ruiz C., *La mondialisation, genèse, acteurs et enjeux*, Bréal, 2005
- Carroue L., Collet D., Ruiz C., *L'Asie*, Bréal, 2007
- Dallenne P., Nonjon A. (sous la direction de), *L'espace mondial : fractures ou interdépendances*; Ellipses, 2005
- Dallenne P., Nonjon A. (sous la direction de), *La mondialisation : genèse, acteurs et enjeux*, Ellipses, 2004
- Dollfus O., *La mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996
- Gervais-Lambony A-M. *et alii*, *Les très grandes villes*, Atlande, 2001
- Guglielmo R., *Les très grandes métropoles du monde*, A. Colin, 1996
- Laborde P., *Les espaces urbains dans le monde*, A. Colin, 1994
- Osmont A., Goldblum *et alii*, *Villes et citadins dans le monde*, A. Colin, 2003
- Paulet J.-P. Et alii, *Les très grandes villes dans le monde*, CNED-SEDES, 2000
- Retaille D. *et alii*, *La mondialisation*, Nathan, 2007
- Sassen S., *La ville globale. New York, Londres, Tokyo*, Descartes et Cie, 1996
- Wackermann G. *et alii*, *Les métropoles dans le monde*, Ellipses, 2000
- *Images Économiques du Monde*, A. Colin, 2005, 2006, 2007, 2008
- *Jeune Afrique*, n° 2440, octobre 2007
- *Jeune Afrique*, Hors-série n° 16, Spécial Finance, Edition 2007
- Les Dossiers de l'actualité, *La Croix-Phosphore*, n° 34, avril 2001, « Urbanisation »
- *Le Monde*, Dossiers et Documents, n° 369, novembre 2007
- *Le Nouvel Observateur*, 5-11 juillet 2007, numéro spécial, Londres, « l'audace de la Ville-Monde »

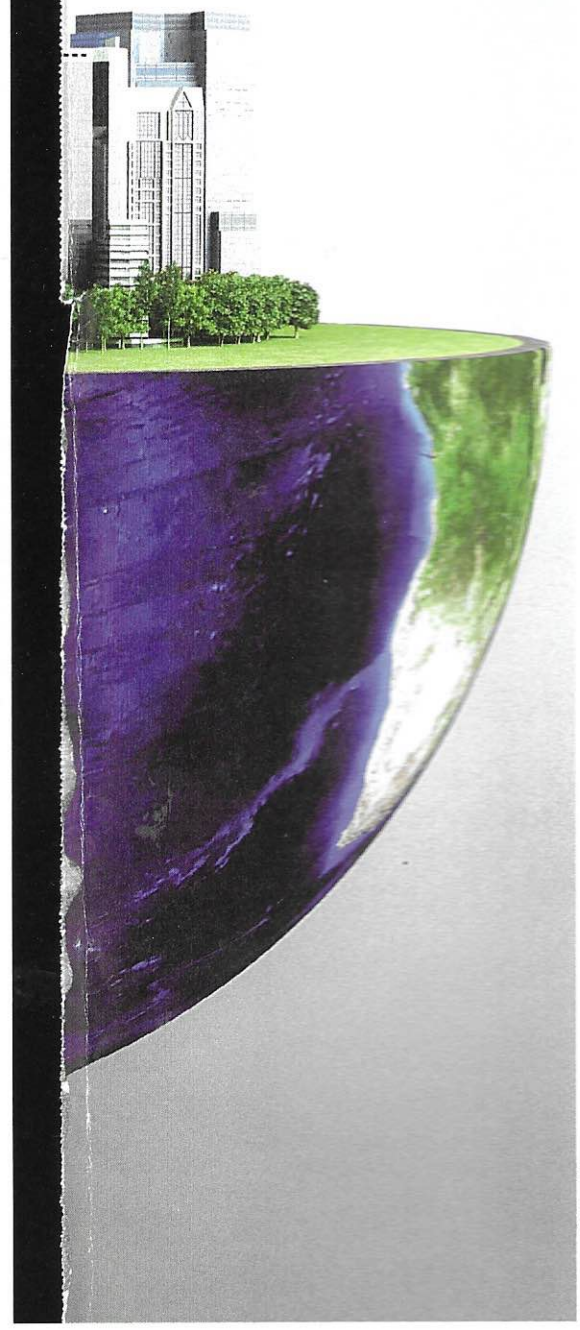
LES VILLES, MIROIRS DE LA MONDIALISATION

Cities of stars...

Partout on voit la ville. À la télé, au cinéma, sur internet, on la filme, on la photographie. Elle fait fantasmer. On reconstitue des morceaux de Jérusalem pour *Ben-Hur* en 1959, on dessine la ville japonaise du futur dans toutes les versions de *Ghost in the Shell*, on rend hommage à tous les âges de New York dans beaucoup de longs-métrages... La ville est belle à voir. À vivre, c'est une autre histoire. Qui concernera, selon les estimations, jusqu'aux deux tiers de la population mondiale en 2050. Cela vaut la peine de se demander à quoi ressembleront ces espaces, comment ils vont se transformer, comment ils ont déjà évolué. Grenoble Ecole de Management s'est d'ailleurs emparé du sujet en mars dernier. La 9e édition du Festival de Géopolitique qu'elle organise sur son campus s'est interrogée sur « Le Pouvoir des villes ». Nous avions programmé ce dossier « ville & mondialisation » avant de savoir qu'il trouverait à plus d'un titre sa place dans un numéro spécial GEM, au sein duquel il est aussi très largement question du tour de France que vous vous apprêtez à entamer, et qui vous fera traverser de nombreuses villes...



Stéphanie Ouezman,
rédactrice en chef d'*Espace Prépas*



© NosUA

GRANDES & TRÈS GRANDES VILLES,

LABORATOIRES ET REFLETS DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Définie par Jacques Lévy et Michel Lussault (*Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, 2013) comme « un géotype de substance sociétale fondée sur la coprésence », la notion de ville est particulièrement pauvre dans le champ lexical : « villa » désignait à l'époque romaine un établissement situé à la campagne. Pour l'enrichir, il a fallu en préciser la terminologie : villes mondiales, villes globales, métropole, mégapole, métapole… mégalopole, mégacité. Pour l'ONU, la ville désigne une unité urbaine de plus de 20 000 habitants (mais les seuils peuvent changer selon les pays !). Jacques Lévy retient, de son côté, un double critère pour la définir : d'une part, un critère de densité (densité d'habitants, de réalités matérielles – bâtiments – et immatérielles – information et culture –) et, d'autre part, un critère de diversité (diversité des populations et des espaces).

Pierre Dallenne,
Professeur au Lycée Saint-Paul, à Lille

La mondialisation a incontestablement contribué au développement des grandes villes. Celles-ci détiennent un très fort pouvoir économique, financier et territorial et ont pour vocation à s'insérer dans ce qu'Olivier Dollfus avait appelé l'AMM (archipel mégalopolitain mondial). Cet univers urbain génère pourtant une économie d'archipel en concentrant une part croissante du pouvoir, de la richesse et du savoir. Chaque grande ville se trouve en concurrence avec toutes les autres… aussi bien les villes voisines que les plus éloignées. Leur développement serait donc la matrice d'un « processus de sélection géographique » et de « dualisation sociale » (Manuel Castells).

Imago Mundi et *Axis Mundi*, des villes au miroir de l'économie mondiale

Les grandes villes tissent leurs réseaux économiques pour enserrer dans leurs filets de vastes régions périphériques. Dès les années 1920-1930, le sociologue Roderick MacKenzie analyse les effets de l'invention du télégraphe et du téléphone en comparant le monde à une toile d'araignée (*spider web*) où l'intelligence ne serait plus tributaire des moyens de transport classiques mais se transmettrait, au contraire, en simultanée grâce aux villes : « la centralisation de l'intelligence et du contrôle résultant de l'abolition de l'espace par les moyens de communication modernes ont donné à certaines villes ou groupes de villes des fonctions spécialisées dans la collecte et la distribution d'information[1]. »

« La ville incarne la représentation symbolique d'un monde nouveau. »
Lewis Mumford

Des villes globales insérées dans les réseaux

L'urbanisation suit l'industrialisation et la métropolisation est concomitante à la mondialisation. Ces deux phénomènes participent au basculement du monde. L'Europe a été pionnière en la matière : Londres franchit les 2 millions d'habitants en 1842, Paris en 1863 et New York en 1875. À la veille de la Première Guerre mondiale, cinq des neuf plus grandes villes au monde sont européennes (et une seule est asiatique, Tokyo). Dès lors, les seuils ne semblent plus avoir de limites : Londres atteint 6,5 millions d'habitants en 1900 et New York dépasse les 12 millions d'habitants en 1950. Au milieu des années 1980, Tokyo prend la première place. Le phénomène de croissance urbaine est bien connu : les villes moyennes sont absorbées par les plus grandes et certaines atteignent assez rapidement des tailles gigantesques. En 2014, les métropoles les plus peuplées de la planète étaient, selon l'ONU, Tokyo avec 38 millions d'habitants, Dehli

1. « The Concept of Dominance and World Organization », *The American Journal of Sociology*, vol. 33, n° 1, juillet 1927.

LES VILLES, MIROIRS DE LA MONDIALISATION

avec 25 millions, Shanghai avec 23 millions. Ces trois mégacités précédaient Mexico, Mumbai, et São Paulo avec chacune 21 millions d'habitants. On l'aura compris : aujourd'hui, c'est dans les pays émergents que les villes montent en puissance et deviennent ainsi des acteurs à part entière de la mondialisation. L'aspect le plus saillant du basculement urbain reste l'apparition de mégacités (plus de 10 millions d'habitants). Le monde en comptait deux en 1950, elles étaient dix en 1990 et sont aujourd'hui 28 (dont six en Chine) ; elles seront sans doute 41 en 2030. Or, ces énormes agglomérations n'accueillent pourtant que 12 % des citadins puisque 59 % d'entre eux vivent encore dans des villes de moins d'un million d'habitants. Les grandes villes sont engagées dans l'économie mondiale et revendiquent une place centrale dans sa gouvernance. Villes cosmopolites, elles exercent une fonction de commandement économique et financier, voire une fonction de régulation politique puisque s'y exerce « la synergie entre les différentes formes du tertiaire supérieur et du quaternaire » (Olivier Dollfus). Les différents classements (classement du GaWC de l'université de Loughborough, classement de *MasterCard*[2]) ne s'y trompent guère : il s'agit bel et bien de « centres transactionnels » (Jean Gottmann). La diminution des coûts de transaction est au cœur du processus de métropolisation. Michael Storper évoque à cet égard l'existence « d'économies métropolitaines » (*Keys to the City*, 2013). Ce phénomène est également bien résumé par Frédéric Gilli lorsqu'il écrit : « Une grande partie des fonctions métropolitaines qui font la richesse des grandes villes recouvre des activités d'intermédiation plus que de création… C'est par les liens qu'elles permettent entre des personnes, des activités ou des territoires différents que les métropoles créent de la richesse[3]. » L'équilibre de la puissance entre les États et les villes arrive sans doute aujourd'hui à un point d'inflexion. Elles abritent plus de la moitié de la population mondiale (et sans doute 60 % à l'horizon 2030) et génèrent 80 % du produit intérieur brut mondial. 120 villes ont ainsi été étudiées par *The Economist Intelligence Unit*. Elles concentrent 750 millions de personnes, génèrent un PIB cumulé de 20 200 milliards de dollars (29 % du PIB mondial) et ont connu une croissance de 4,8 % l'an entre 2010 et 2016[4].

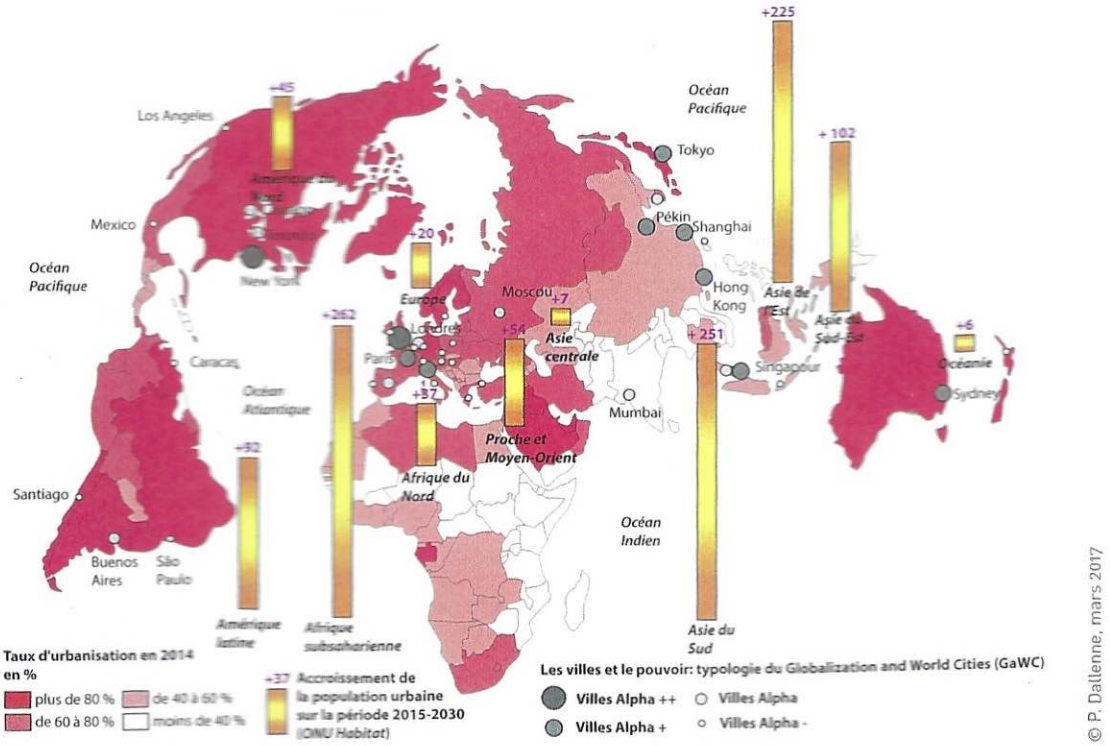
Le retour des grandes villes et des politiques d'attractivité

L'idée d'un retour des grandes villes est dans l'air du temps. Le succès des livres de Bruce Katz (*The Metropolitan Revolution*, 2013) et de Benjamin Barber (*If Mayors Ruled the World. Dysfunctional Nations, Rising Cities*, 2013) est révélateur de cette tendance. Les pouvoirs urbains seraient en train de prendre le relais d'États défaillants. Au Royaume-Uni, le *Localism Act* (2011) accorde ainsi des pouvoirs accrus aux maires des grandes agglomérations. L'attrait d'une ville et sa capacité à s'insérer dans la mondialisation deviennent désormais un enjeu pour attirer les investisseurs, les talents et faire ainsi jouer toutes les aménités. Elles développent des stratégies spécifiques pour devenir la référence dans les domaines économique et culturel. *Branding* et *rebranding* sont ainsi largement convoqués au nom du « marketing territorial » pour fournir à la ville une identité positive[5]. Si l'on définit l'attractivité comme la « capacité d'un espace à attirer les entreprises, les habitants et les regards[6] », on peut comprendre que ce marketing territorial soit au cœur des stratégies visant à attirer la « classe créative » (Richard Florida). Le renouveau urbain tiendrait selon lui aux 3T (*Technologies, Tolerance* et *Talent*). Et Michael Bloomberg, ancien maire de New York, de conclure : « C'est le talent qui attire le capital et non l'inverse. » Ces 3T seraient devenus l'épicentre des interactions entre quatre types d'acteurs : public, privé, de la société civile et des universités.

De nouvelles formes de peuplement

Le XXIe siècle voit dans les pays développés le triomphe de la « ville ajourée » où l'empreinte au sol des aires bâties laisse de côté des « trous » dépourvus de constructions. En Europe, le phénomène est lié à la suburbanisation, moyen également de compenser le déclin démographique[7]. Contrairement à l'Europe où la cité est présentée comme une entité politique (*civitas*), la notion anglo-saxonne de *city* insiste davantage sur les fonctions financières et celle de *gig@ city* sur la connectivité aux réseaux. Cette dernière s'oppose au concept de mégalopole par un double changement de dimension (*méga versus giga*) et d'espace puisque si la

L'urbanisation : l'avenir de la planète



© P. Dallenne, mars 2017

© zrfphoto

Chicago, un laboratoire social.

polis était centrée sur le monde méditerranéen, la *city* reste davantage branchée sur le monde atlantique et anglo-saxon. Surtout, si le mode de vie urbain a permis d'effacer les différences entre villes et campagnes, cette opposition fonctionne toujours dans les pays émergents et *a fortiori* dans les pays en développement en raison de l'absence d'un maillage de villes moyennes capables d'absorber les flux de populations. En Afrique, l'urbanisation prend ainsi des formes spécifiques et inédites. Vers 2035, la moitié des Africains vivront en ville. L'Afrique s'urbanise en effet à un rythme deux fois plus rapide que ne l'a fait l'Europe et selon des modalités singulières. L'urbanisation africaine passe par le développement de « villages urbains » prenant la forme d'un *continuum* sans réelle distinction entre espaces urbanisés et espaces ruraux. Il s'agit du processus de *desakota* conceptualisé par le géographe néo-zélandais Terry McGee à partir des formes prises par l'urbanisation en Asie[8]. En d'autres termes, l'urbanisation africaine ne conduit pas à un dépeuplement rapide des zones rurales. Par ailleurs, si les avantages de l'urbanisation existent également en Afrique (économies externes d'agglomération, dimension assurantielle de la grande ville), des critères propres à l'Afrique poussent à leur neutralisation. Les emplois créés le sont essentiellement dans des activités informelles. Mieux, ce sont les activités de services qui sont privilégiées, entraînant l'Afrique vers ce que Dani Rodrik qualifie de « désindustrialisation prématurée ». Ainsi, au cours des années 2000, le commerce a-t-il vu sa part dans l'emploi progresser de 17 à 25 % sans que cela se traduise par un impact positif en termes de croissance, eu égard à la faiblesse des gains de productivité.

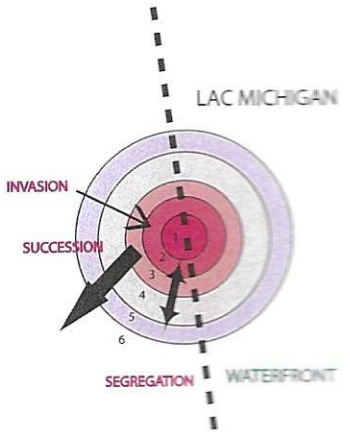
Des laboratoires des rapports sociaux

La théorie des villes américaines, un marqueur des mutations sociales

Les théories des villes ont produit de nombreux modèles. Depuis Lewis Mumford, les discours ne sont pas neutres et font volontiers la critique (voire le procès) des grandes villes en mettant en relief leurs dysfonctionnements. Au creuset d'approches historiques, sociologiques, économiques et géographiques, ces théories placent les villes dans une approche volontairement dynamique. Les premières tentatives de modélisation viennent de l'École de Chicago dès les années 1920. Chicago est alors considérée comme un laboratoire du capitalisme marqué par la territorialisation des rapports sociaux (Robert Ezra Park, Ernest Burgess et Robert McKenzie, *The City*, 1925). Le modèle en « anneaux concentriques » (*concentric ring theory*) décrit la distribution de la population à travers des aires urbaines. L'expansion des villes répond à trois dynamiques: invasion, succession et ségrégation (voir schéma), trois processus par lesquels les populations s'éloignent du centre à mesure que l'intégration et le statut social progressent. Au centre, se trouve le CBD (*central business district*, le loop dans le cas de Chicago). Il est entouré d'une zone de transition où le bâti ancien est reconverti en industries légères et divisé en petits logements qui deviennent les portes d'entrée des populations migrantes (zone de taudification avec une population « interlope »). L'espace urbain se décompose ensuite en trois auréoles: une zone d'habitat ouvrier dans des logements anciens (*inner suburbs*), une zone comprenant des logements plus spacieux et plus récents occupés par les classes moyennes (*outer suburbs*) et une zone de migrations pendulaires (*commuter's zone*) qui s'étend jusqu'aux marges suburbaines

2. Le classement du *MasterCard Worldwide Centers of Commerce* tient compte de 63 critères dont le cadre politico-économique et le nombre de jours pour créer une entreprise.
3. « Les territoires de l'innovation… ne sont pas ceux qu'on croit », *L'Économie politique* n° 68, octobre 2015.
4. Selon le cabinet McKinsey, la croissance des prochaines années sera captée aux deux tiers par 600 villes millionnaires mais la plus forte croissance sera observée dans les villes de tailles intermédiaires comprises entre 1 et 3 million(s) d'habitants.
5. Le marketing territorial a été inventé par Jean Drapeau, maire de Montréal entre 1960 et 1986 à l'origine de l'exposition universelle de 1967 et de l'organisation des jeux Olympiques en 1976.
6. Anna Geppert, « Attractivité en absence de métropolisation : le problème des villes moyennes », *L'attractivité des territoires. Regards croisés*, Actes des séminaires du Plan urbain, architecture, construction (PUCA), ministère de l'Écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, 2007.
7. Catherine Chatel, *Dynamiques de peuplement et transformations institutionnelles. Une mesure de l'urbanisation en Europe de 1800 à 2010*. thèse de doctorat, université Paris-Diderot, 2012.
8. Le néologisme de *desakota* est formé à partir de deux termes indonésiens : *desa*, qui désigne le village, et *kota*, la ville.

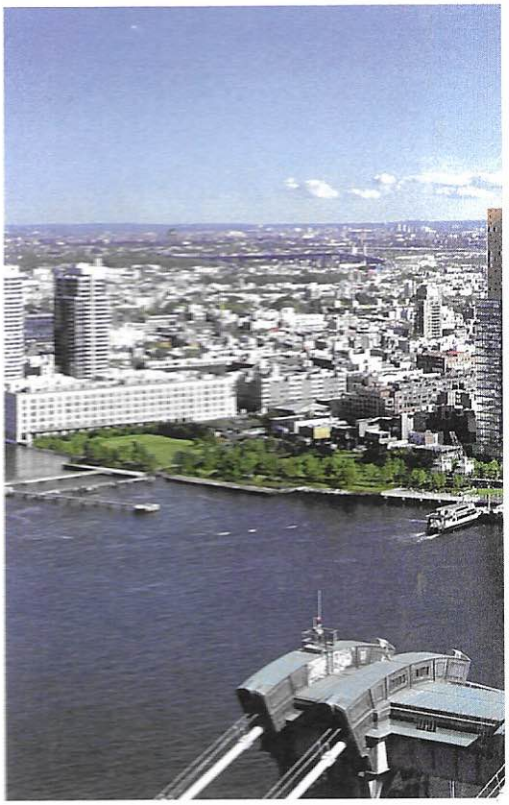
Le modèle d'Ernest Burgess, *The City*, 1925



1. Le Loop, le CBD
2. Usines et manufactures
3. Zone de transition et de détérioration avec une population «interlope». Zone de taudification.
4. Zone de succession de la zone 3. Habitat de la classe ouvrière regardant vers la zone 5.
5. Habitat de la classe moyenne
6. Banlieue résidentielle, zone des commuters

où le tissu urbain est plus discontinu mais où une part considérable de la population travaille dans l'agglomération (espace des navetteurs). Le modèle proposé par Ernest Burgess est un modèle sociologique. Marquée par une compétition pour le logement, la ville produit une logique darwiniste alimentée par des effets de classe, de richesses et d'ethnicité dans lequel le principe de succession aboutit au renouvellement de la ville sur elle-même et à son expansion vers ses marges[9]. Ce modèle n'a pas épuisé totalement ses effets. À Englewood, un quartier du South End, 98 % de la population est noire, un jeune sur deux est chômeur. C'est là qu'en 2015, le réalisateur Spike Lee a tourné *Chiraq*, néologisme forgé par les rappeurs locaux à partir de Chicago et d'Irak. Inversement, le centre-ville (*Loop*) avec le Wrigley Building (construit en 1925 pour le fabricant de chewing-gum), la Willis Tower (1973), les gratte-ciel signés Mies van der Rohe et les nombreux magasins et autres *steakhouses* demeure sublime. Chicago a ainsi l'allure d'un véritable « village Potemkine » (Dan Proft, candidat républicain au poste de sénateur de l'Illinois en 2010). On peut comprendre que la violence soit endémique: entre 2014 et 2016, le nombre de décès par arme à feu a doublé, passant de 425 à près de 800!

Au cours des années 1980, l'École de Los Angeles cherche à rétablir les liens entre processus économiques et processus sociaux en étudiant les recompositions de l'espace urbain à l'aune des nouvelles formes de division du travail[10]. Sans remettre en question les dynamiques sociales (logiques d'hybridation culturelle, ruptures sociales et raciales), la réorganisation postfordiste de la production, la mondialisation et l'accumulation flexible provoquent une transformation morphologique de la ville. Ces nouvelles formes d'organisation sont regroupées sous le terme générique de « modèle Angeleno ». L'espace de la métropole devient ainsi de plus en plus fragmenté et fortement ségrégué tant socialement que fonctionnellement. Dans ce modèle, la périphérie acquiert pourtant un rôle déterminant dans la structuration et l'organisation de l'espace métropolitain. Si la banlieue résidentielle demeure une figure centrale du processus (*urban sprawl*), des activités économiques se sont également implantées en périphérie, dessinant de nouvelles polarités suburbaines (*Shopping Mall*); de surcroît, les stratégies de localisation des entreprises se sont aussi reportées des centres vers les marges urbaines ou exurbaines provoquant



le glissement des bassins d'emplois (*Job Sprawl*)[11]. Tout contribue ainsi à encourager le tropisme résidentiel vers les marges exurbaines consolidant de fortes polarités suburbaines (*Edge City*, ville-lisière évoquée dès les années 1990 par Joel Garreau). La dilatation de la métropole consacre ainsi le modèle de la *suburbia* comme paradigme urbain des États-Unis. La juxtaposition d'unités urbaines hyperspécialisées dont la distribution spatiale est sans cesse recomposée en fonction des stratégies résidentielles ou de localisation des entreprises donne naissance à une morphologie cellulaire re-

De Detroit à Roubaix, le syndrome de la « *Shrinking city* »

La notion de *shrinking city* (ville rétrécie) est trompeuse, car si la ville connaît un phénomène de contraction, elle peut continuer à s'étaler, à l'instar de Detroit dont l'aire urbaine s'étend sur plus 300 km². Le terme désigne une ville qui connaît un phénomène de rétroaction qui l'entraîne dans une spirale de déclin. Sur un temps assez long s'y accumulent, en effet, la déprise démographique, le déclin économique, la crise des ressources fiscales locales et la diminution des services publics. Ces dynamiques régressives donnent à l'espace urbain une physionomie particulière marquée par la multiplication des friches industrielles et urbaines (vacance résidentielle) conduisant à ce que les aménageurs appellent parfois un phénomène de « perforation urbaine ». D'autres conséquences moins visibles déstabilisent le fonctionnement normal de la ville: entretien des infrastructures, maintien des services qui deviennent

Roubaix : une ville touchée...

rapidement disproportionnés par rapport à la population résidante. Si le phénomène n'est pas récent, la nouveauté réside dans son caractère pérenne. L'exemple le plus connu est Detroit avec une population qui a reculé de 60 % en 60 ans, un tiers de l'agglomération qui se trouve en ruines ou inhabité et l'existence de plus de 100 000 terrains vides! Les pays d'Europe de l'Est, marqués par le choc de la transition post socialiste, ont été également touchés par le phénomène, à l'instar de Francfort-sur-l'Oder dont la population est passée de 88 000 habitants en 1990 à 58 000 aujourd'hui. Malgré tout, ce déclin peut être une chance lorsque certains quartiers connaissent des opérations de réhabilitation ou lorsque la société civile assure la promotion d'un usage alternatif de l'espace urbain (usines désaffectées transformées en fermes urbaines, jardins communautaires, utilisation artistique...). Au-delà de l'exemple de Detroit, souvent cité, celui de Liverpool est également riche d'enseignements. Pour faciliter la réhabilitation de quartiers dégradés, certaines municipalités ont en effet vendu à des prix

Domino Sugar Factory, à New York un exemple de requalification urbaine.
© www.mir.no

posant sur une trame de plus en plus discontinue. Michael Dear et Steven Flusty[12] sont même allés jusqu'à proposer le nom de *keno capitalism* pour modéliser cette structure « *postmoderne* » où les unités seraient agencées comme sur une grille de *Keno* et régies de façon aléatoire au gré des opportunités des acteurs.

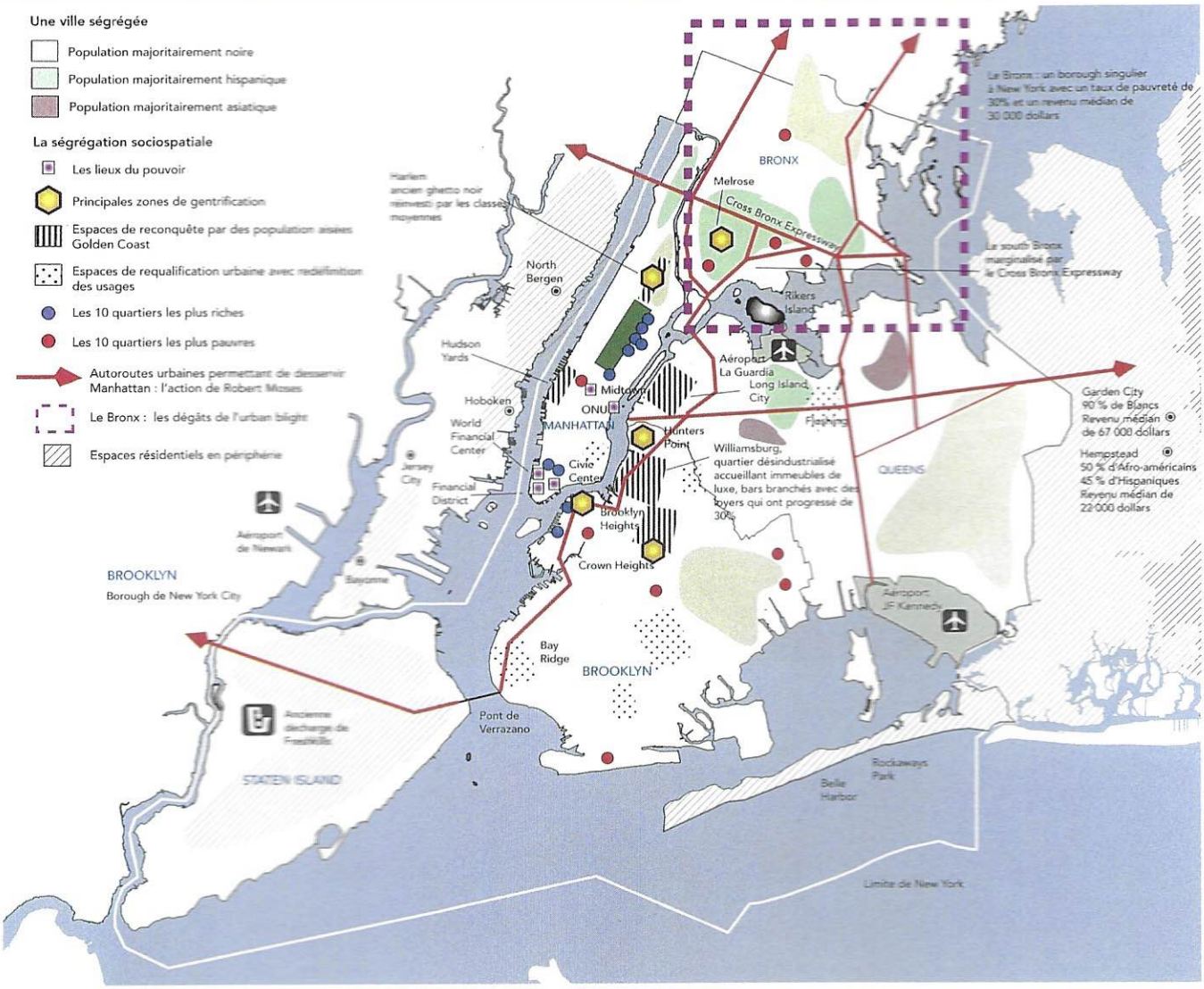
Les grandes métropoles étasuniennes apparaissent particulièrement inégalitaires. Les conséquences de l'étalement urbain (*white flight*) ont conduit à un appauvrissement des villes-centres et au désinvestissement (fermetures des services publics, apparition de *food deserts*, dégradation des infrastructures, vacance résidentielle) transformant certains quartiers en de vastes friches (*shrinking neighborhoods* ou *shrinking cities*)[13]. Ce schéma binaire est toutefois à remettre en cause aujourd'hui en raison de la diversification sociologique et ethnique des banlieues, de la déconcentration spatiale de l'emploi (*spatial and skilled mismatch*) et du processus de gentrification. Par conséquent, si les villes-centres conservent des taux de pauvreté élevés, c'est désormais dans les banlieues que l'on trouve le plus de pauvres (les banlieues étasuniennes regroupent 71 % de la population métropolitaine du pays mais concentrent 56 % des pauvres), à l'instar de Ferguson, ancienne banlieue blanche de Saint Louis, qui a radicalement changé de visage : deux tiers de la population est aujourd'hui afro-américaine contre 1 % en 1970. L'image d'une Amérique divisée entre centres-villes ghettos et banlieues blanches doit donc être relativisée. La suburbanisation de la pauvreté ne suit certes pas ce modèle unique mais plusieurs facteurs y ont concouru comme la divergence des trajectoires économiques des métropoles, les effets du séparatisme urbain (quartiers fermés, enclaves résidentielles) ou encore le développement d'*ethnoburbs* (Wei Li) qui concentrent une population issue d'une minorité ethnique récemment immigrée… Autant de facteurs qui participent ainsi au renouvellement du panorama des métropoles étasuniennes (les minorités représentent un tiers de la population des banlieues). La présence de *Melting-Pot Suburbs* dont la croissance est assurée par l'arrivée de nouveaux migrants bouscule l'organisation socio-ethnique des banlieues et leur donne

9. Deux altérations de ce modèle ont été proposées. D'une part, en 1939, Homer Hoyt propose la théorie des secteurs (*sector theory of urban structure*), où le processus d'urbanisation serait davantage en étoile qu'en anneaux puisque la population se concentrerait le long des principaux axes de transport pénétrant jusqu'au centre. D'autre part, en 1945, Chauncy Harris et Edward Ullman montrent (*The nature of the City*) que le développement de l'espace urbain se fait depuis de multiples noyaux disséminés dans le tissu urbain.
10. Edward W. Soja, « Postmodern Geographies: The reassertion of Space », *Critical Social Theory* (*Radical Thinkers*), Paperback, janvier 2011.
11. Paul A. Jargowsky, *Job Sprawl. Employment location in US metropolitan Areas*, The Brookings Institution, 2003.
12. Michael Dear et Steven Flusty « Postmodern Urbanism » in *Annals of the Association of Americans Geographers*, 88/1, 1998.
13. David Cutler, Edward Glaeser et Jacob Vigdor, « The Rise and Decline of the American Ghetto », *The Journal of Political Economy*, 107, 1999.

symboliques des habitations à rénover. Cette initiative revient au Royaume-Uni lorsque le gouvernement travailliste de Tony Blair fit le constat d'un excès de logements dans de nombreuses villes du nord de l'Angleterre victimes de la désindustrialisation. À l'époque, la *Housing Market Renewal Initiative* avait été lancée pour aider les municipalités à acquérir ces maisons vides pour les détruire. À Liverpool, 5 000 maisons avaient été achetées et 80 % d'entre elles furent détruites pour laisser place à des logements neufs moins nombreux. Mais, accusé de participer à un « nettoyage social », ce programme et ses démolitions prirent fin en 2010. Avec un stock de plus de mille maisons inoccupées, Liverpool a proposé à partir de 2013 le programme *Houses for one pound*. Une partie de ces maisons ont été cédées à un prix symbolique : à charge pour les acquéreurs de les rénover. L'objectif était de permettre à des habitants modestes de devenir propriétaires tout en favorisant la requalification de ces quartiers (sur les 450 000 habitants de la ville, 47 % sont propriétaires contre 68 % à l'échelle nationale). Même si les conditions sont restrictives (être domicilié à Liverpool, être primo-accédant et travailler à temps plein), le programme est un succès : les 22 maisons vendues en 2013 ont trouvé acquéreurs et, en avril 2015, une deuxième vague a été lancée avec 120 maisons. C'est le cas notamment dans le quartier de Granby Four Streets, tristement célèbre pour les émeutes qui s'y étaient produites en 1981 et qui est devenu le laboratoire de la politique de réhabilitation urbaine de la municipalité. Le collectif d'architectes Assemble (Granby Four Streets Community Land Trust) a remporté en décembre 2015 le prix Turner d'art contemporain pour ses projets collaboratifs avec les habitants de Granby et est aujourd'hui nominé pour le prix 2017 d'art contemporain de l'Union européenne. L'idée a fait des émules, notamment à Roubaix qui soutient la comparaison avec Liverpool : un stock de 5 000 maisons vacantes, un pourcentage de propriétaires assez faible (36 % en 2012 contre 58 % à l'échelle nationale) et un taux de pauvreté élevé (43 % de la population vit en deçà du seuil de pauvreté). La municipalité souhaitait expérimenter la « maison à un euro » en 2017 par la vente d'une vingtaine de maisons appartenant à *La fabrique des quartiers*, l'association publique locale d'aménagement de la métropole européenne de Lille (MEL).

… par la désindustrialisation.

New York : ville globale, capitale mondiale des inégalités ?



© P. Ballenne, mars 2017

une physionomie inédite via la multiplication de quartiers spécifiques (Little Armenia à Los Angeles, Bay Ridge à New York)[14]. Les implications sociales de ces mutations peuvent être fortes car, si les tensions entre populations blanches et minorités ou entre anciennes et nouvelles minorités existent, la diversité constitue aussi un outil de réinvention permanente des banlieues par la mise en place de programmes d'intégration... À ce titre, elles offrent une chance de s'ouvrir à une diversité économiquement payante par la présence de migrants qualifiés qui participent au dynamisme de l'économie américaine.

Paradoxalement, le tissu urbain perd en cohérence car plus l'on progresse vers la périphérie, plus la présence de lieux de vie et d'espaces publics reposant sur la mixité sociale disparaît au profit d'unités spécialisées qui n'offrent, *in fine*, qu'une stricte fonction résidentielle. Celle-ci est organisée autour du quartier (*Neigborhood*), point d'ancrage d'une communauté qui se fonde sur l'homogénéité économique, sociale, raciale et sur l'attachement collectif au cadre de vie. L'importance de ces phénomènes favorise l'apparition de nouvelles formes d'habitat conçues en fonction des intérêts communautaires. Lotissements administrés par des associations de copropriétaires (*Common-Interest-Developments*), *Gated Communities* et multiplication des règlements (*Convenants, Conditions and Restrictions*) participent ainsi à une « sud-africanisation » de l'espace urbain (Renaud Le Goix) et à une *privatopia* qui deviendraient la norme[15].

La France n'échappe pas à la règle. Souvent considérés comme un « entre-deux » entre villes et campagnes, les espaces périurbains n'ont pas bonne presse. Ces frontières-zones sont perçues comme le déversoir des populations fragilisées par l'étalement urbain. Trois sociologues ont mené une étude originale portant sur un demi-siècle[16]. Elle insiste sur le fait que si ces espaces accueillaient 24 % de la population sur 38 % du territoire en 2011, leur croissance a été non seulement rapide mais également soutenue: + 61,8 % depuis 1968 contre 0,3 % pour les villes-centres. La diversité y est la règle puisque toutes les catégories sociales y sont représentées: la présence d'ouvriers, de cadres, d'employés et de professions intermédiaires dans des proportions variables dessine ainsi des espaces relativement homogènes. Ce constat infirme donc l'idée selon laquelle la croissance du périurbain serait la conséquence mécanique de la métropolisation. La diversité des groupes sociaux interdit d'en faire un lieu de relégation d'autant que « les espaces périurbains affichent des niveaux de vie supérieurs aux centres et aux banlieues ».

Des espaces façonnés par le capitalisme

Ces centres réorganisent la division du travail à l'échelle de la planète et reproduisent à l'échelle locale les dynamiques globales:

le salariat hautement qualifié a lui-même recours aux services domestiques d'une main-d'œuvre peu qualifiée et étrangère. Cette dynamique est exacerbée dans le cas des pétromonarchies du Golfe. Mike Davis dans *Le stade Dubaï du capitalisme* (2007) montre comment en peu de temps cet ancien village de pêcheurs est devenu le théâtre artificiel d'un face-à-face entre deux classes: d'un côté, une élite richissime et de l'autre, une masse de travailleurs étrangers. Cette main-d'œuvre est tenue en respect par un système sécuritaire efficace... Entre les deux, il n'existe aucune classe moyenne ni aucun lieu pour faire société. Mike Davis avait déjà mis en évidence le dépérissement de l'espace public dans son étude de Los Angeles (*City of Quartz. Los Angeles, capitale du futur*, 1990). L'extension de la ville californienne sur plus d'une centaine de kilomètres parachève le règne de la voiture qui empêche toute rencontre de l'autre. Ici, divers groupes d'habitants se sont mobilisés pour privatiser leur quartier afin de tenir à l'écart les populations indésirables, pauvres et ethniquement différentes qui pourraient dévaloriser le prix du foncier. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot décrivent dans *Les ghettos du gotha* (2007) comment la bourgeoisie défend ses intérêts pour préserver ses espaces résidentiels et de tourisme contre des populations non souhaitées avec la ferme volonté de maintenir une distance sociale (Villa Montmorency à Paris). Toutefois, la distance sociale peut parfois conduire à des rapprochements sociaux et spatiaux. Dans son étude sur la gentrification du *South End* à Boston, Sylvie Tissot a analysé le rôle des associations de quartiers regroupant de nouveaux propriétaires blancs dans la rénovation du quartier (*De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, 2011). Ils sont parvenus à exercer un contrôle étroit sur les opérations immobilières et commerciales. Brandissant l'étendard de la diversité ethnique, sexuelle et sociale et critiquant l'entre-soi des banlieues pavillonnaires, ces gentrificateurs ont agi en « entrepreneurs de morale » [17] même si selon Nicolas Duvoux (*Les oubliés du rêve américain. Philanthropie, État et pauvreté urbaine aux États-Unis*, 2015), l'action des fondations philanthropiques dans les quartiers pauvres de Boston a pu conduire à reproduire les hiérarchies sociales et raciales existantes.

Le marché ne peut expliquer à lui seul les transformations de l'espace urbain. Loin du séparatisme généralisé ou de la mixité sociale, il faut souligner la prédominance d'espaces mélangés entre classes moyennes et classes populaires. Le véritable communautarisme viendrait des catégories supérieures avec de fortes implications en matière d'inégalité d'accès à certaines ressources comme le logement. Et, dans ce domaine comme dans d'autres, il apparaît dangereux de s'en remettre à la seule logique du marché[18].

Mais les villes sont aussi le produit des mobilisations et des luttes qu'entreprennent les groupes entre eux. Ainsi, dans *Villes rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine* (2015), David Harvey cite le cas des villes rebelles qui, constituées en réseaux, auraient la force d'une ligue hanséatique... comme New York avec le mouvement *Occupy Wall Street*. Sur un autre registre, l'essor des *Techcities* peut conduire à des conflits, à l'instar de la bataille qui oppose *Google* à la ville de San Francisco. Jadis ville de la tolérance, San Francisco est devenue une ville gentrifiée où la présence de *techies*, jeunes, qualifiés et bien rémunérés a fait mécaniquement augmenter les prix des loyers. Les tensions sont nombreuses et concernent notamment le service de transport assuré par *Google* (*Google Bus*) qui suscite la colère des habitants historiques de la ville alors que l'entreprise semble peu disposée à favoriser l'amélioration des services publics de la ville.

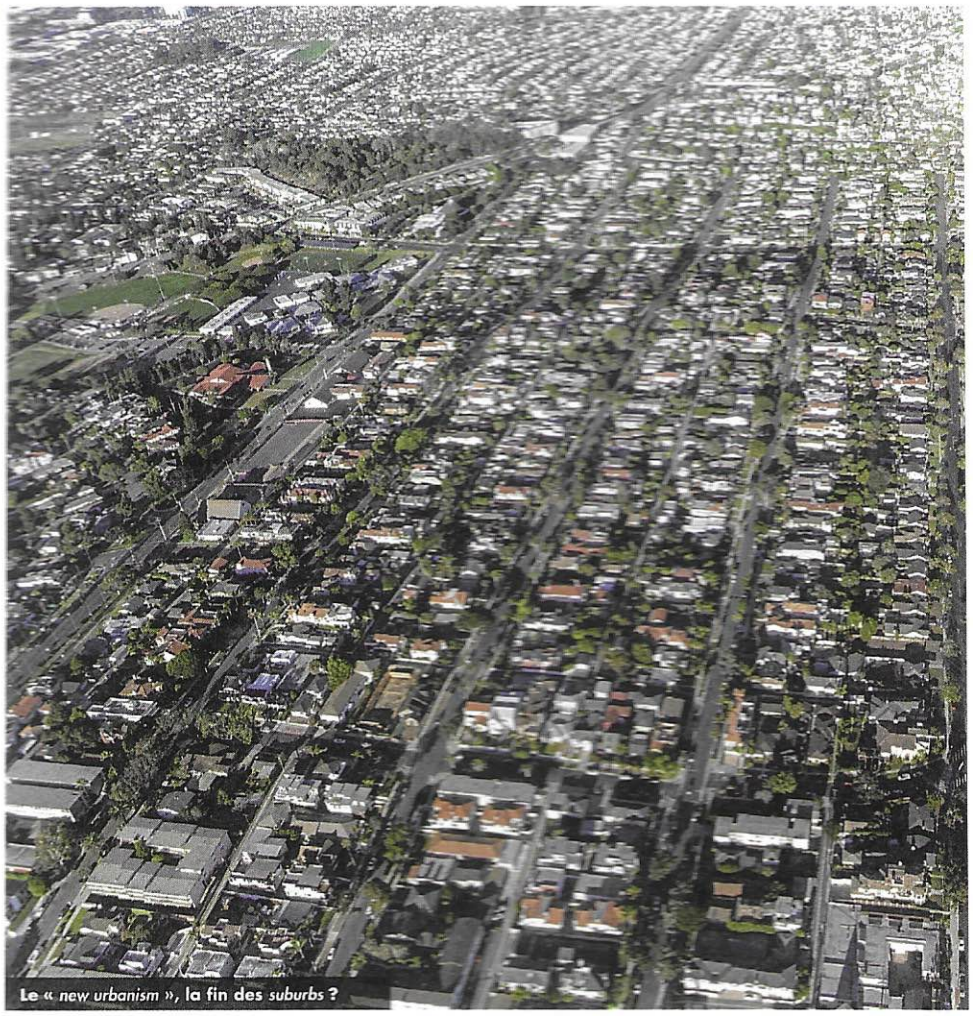
La Golden Coast sur l'Hudson River à New-York, États-Unis.

14. Wei Li, *Ethnoburb: The New Ethnic Community in Urban America*, Honolulu, University of Hawaï Press, 2009.
15. Evan McKenzie, *Privatopia: Homeowner Association and The Rise of The Residential Private Government*, Yale, Yale University Press, 1994.
16. François Cusin, Hugo Lefebvre, Thomas Sigaud, « la question périurbaine. Enquête sur la croissance et la diversité des espaces périphériques », *Revue française de sociologie*, vol. 57, n° 4, novembre 2016.
17. L'ouvrage a été publié en 2015 aux États-Unis sous le titre *Good Neighbors : Gentryfying Diversity in Boston's South End*, New York, Verso Books.
18. Marco Oberti et Edmond Préteceille, *La ségrégation urbaine*, Paris, La découverte, 2016.

LES VILLES, MIROIRS DE LA MONDIALISATION

Vers un développement urbain durable ?

La troisième conférence mondiale sur le développement urbain (Habitat III) s'est tenue à Quito en octobre 2016 afin de « redynamiser l'engagement mondial en faveur du développement urbain durable ». En effet, si les villes n'occupent que 3 % des terres émergées, elles concentrent déjà 54 % de la population mondiale et assurent 70 % des émissions de gaz à effet de serre. La responsabilité des villes dans le réchauffement climatique devrait s'amplifier car, au cours des quinze prochaines années, le nombre de citadins progressera d'un milliard, portant la population urbaine à 5 milliards d'habitants, soit 60 % de la population mondiale. Cette croissance est surtout le fait des pays en développement dans la mesure où d'ici 2030, sur le milliard de citadins supplémentaires, 58 % seront asiatiques et 27 % africains. Cette croissance touchera davantage les métropoles régionales et les villes moyennes que les métropoles « mondialisées », qui concentrent déjà le pouvoir et les richesses. Force est pourtant de reconnaître qu'une ville plus verte n'est pas pour autant une ville moins prospère. Si Barcelone et Atlanta ont des populations comparables (2,7 millions d'habitants), la première ne s'étend que sur 101 km² alors qu'Atlanta se « dilate » sur plus de 340 km². De fait, les émissions de GES ne s'élèvent qu'à 0,7 tonne par habitant… Dix fois moins qu'à Atlanta. On comprend pourquoi le coût de l'*urban sprawl* atteint aux États-Unis 400 milliards de dollars par an soit 2,5 % de son PIB (*New Climate Economy Report*). Les externalités négatives de la congestion urbaine sont ainsi évaluées chaque année à 1 % de la richesse produite dans des villes comme Londres ou New York et peuvent atteindre 4 % au Caire, 8 % à São Paulo voire 15 % à Pékin. C'est sans doute la raison pour laquelle l'idée de décarboner les villes fait son chemin. Les leviers sont connus. Ils passent par des politiques visant à redensifier le tissu urbain afin de le rendre multifonctionnel pour que les distances entre travail, services et logements soient faibles. D'autres initiatives se sont développées comme alternative à la voiture individuelle, à l'instar du Bus Rapid Transit (BRT), une expérience lancée à Curitiba au Brésil en 1974. Celui-ci circule sur des couloirs qui lui sont dédiés exclusivement. Depuis cette date, 190 municipalités des pays en développement ont adopté ce système de transport urbain qui coûte trois fois moins cher que le tramway et dix fois moins que le métro. À Medellín, le Metrocable (« tramway aérien ») a vu le jour en 2004. Dès sa création, il a été conçu non



Le « *new urbanism* », la fin des *suburbs* ?

New York : ville globale, capitale mondiale des inégalités

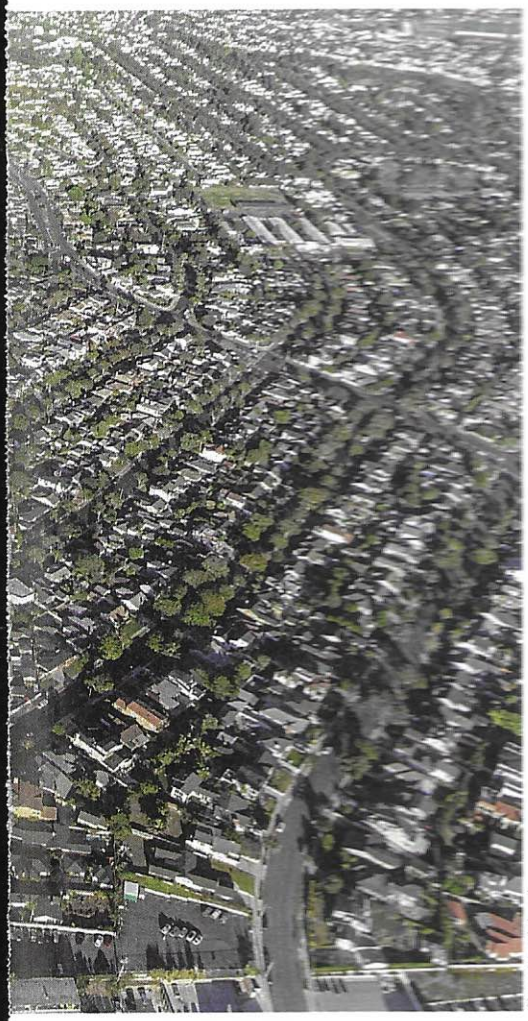
New York : *empire city* au cœur du mythe américain. New York est née sur l'île de Manhattan en 1624. Avec le percement du Canal Erié en 1825, elle s'affirme rapidement comme l'interface majeure du commerce entre les États-Unis et l'Europe, tout en devenant la principale porte d'entrée des immigrants vers les États-Unis. En 1870, la ville est déjà la première du pays avec près d'un million d'habitants. Dès 1898, la ville annexe les arrondissements (*boroughs*) limitrophes du Bronx, de Queens, de Brooklyn et de Staten Island. Manhattan est le plus petit des *boroughs*.

New York : la requalification urbaine. Elle fut engagée par Rudolf Giuliani, maire entre 1994 et 2002, puis par Michael Bloomberg (2002-2013). Elle passe par la construction de nouveaux immeubles (40 000 en dix ans). Ces opérations accélèrent le processus de gentrification qui déborde de Manhattan en direction de Harlem puis en direction de Brooklyn (Hunter Points et Williamsburg). Si le phénomène est ancien à Harlem, il est plus récent à Williamsburg, ancien quartier industriel à proximité du front d'eau (*waterfront*), transformé en quartier « branché » accueillant artistes, bars et restaurants en « *rooftop* » pour une clientèle de « *hipsters* ».

New York : une ville duale. Ces changements conduisent à un accroissement des inégalités. Le taux de pauvreté est passé de 20,1 % en 2010 à 21,2 % en 2012. Près de 1,7 million de New-Yorkais vivent en deçà du seuil de pauvreté (18 530 dollars par an pour un ménage de trois personnes). Mais, c'est à Manhattan que les disparités sont les plus criantes : les 20 % les moins riches y gagnent en moyenne 9 681 dollars par an contre 391 000 dollars pour les 20 % les plus aisés. Les 1 % les plus riches (plus de 500 000 dollars par an en moyenne) totalisent 36 % des revenus des New-Yorkais. Le revenu médian y a diminué de 4 % entre 1999 et 2011 (49 500 dollars) alors que les dépenses contraintes (logement, électricité, gaz) ont progressé de près de 10 %. À l'échelle de la ville s'opposent les quartiers peu concernés par la pauvreté (Staten Island, Manhattan) et South Bronx avec un revenu médian de 30 000 dollars par an (70 000 dollars à Manhattan).

New York : une géographie de la ségrégation. La géographie des inégalités socio-spatiales se greffe sur celle de la ségrégation ethno-raciale. Ainsi, si les Blancs (44 % de la population) sont majoritaires à Manhattan et à Staten Island, les Noirs (un quart de la population de New York) sont majoritairement présents à l'Est de Brooklyn et du Queens. Les Hispaniques sont concentrés dans le Bronx. En 50 ans, ce *borough*, initialement blanc à 90 %, est devenu

comme un simple projet de transport mais comme un investissement social permettant le désenclavement des quartiers pauvres situés sur les collines et facilitant ainsi la restructuration des espaces publics (création d'écoles et de centres culturels). Son succès explique que la ville de Rio ait lancé son propre projet à partir de 2011 avec une infrastructure qui dessert une douzaine de *favelas* dans le secteur de Moro de Alemao. L'autopartage initié à Zurich en 1987 et les vélos en libre-service participent à la même dynamique. Si ces politiques sont toujours difficiles à mettre en œuvre, l'accès tarifé des automobiles dans les espaces saturés des centres-villes devrait généraliser ces modes de déplacement alternatif. Inventée en 1975 par Singapour, la *congestion charge* a été adoptée depuis cette date par Londres, Milan et Stockholm. Des métropoles comme New York, São Paulo et Pékin y songent également.


© trekandshoot

Il s'agit donc de repenser en profondeur un modèle urbain qui présente incontestablement ses limites: disparités croissantes de richesses, perte de cohérence territoriale, pollution, dépendance automobile... Ces externalités négatives expliquent, dans ces conditions, la recherche d'une croissance intelligente (*smart growth*). Le New Urbanism l'incarne à bien des égards. Cette doctrine prône la densité plus que la pulvérisation de l'habitat, la valorisation des espaces publics et la prise en compte de l'environnement. Se présentant comme une alternative à l'étalement urbain, le New Urbanism accorde une priorité absolue à la densification des espaces (*urban infill* ou remplissage du tissu urbain), à la mixité sociale, à la diversification des mobilités et aux petits immeubles collectifs (en lieu et place de la maison individuelle) accessibles en transport en commun ou à pied (*walkability*). Son positionnement est volontiers « antisuburbain » puisqu'il s'agit d'urbaniser la banlieue pour construire l'ère postsuburbaine où les différences entre villes et banlieues seraient effacées. Ce projet de « ville réunifiée » se retrouve également dans le livre de Marc Huret (*Essai sur le pouvoir urbain. Propos d'un urbaniste atterré, propositions d'un urbanisme citoyen*, 2015). L'auteur y dessine les contours d'une ville rapprochant dans un ensemble cohérent lieux de vie, de travail et commerces sous forme de quartiers à taille humaine et respectueux de la mixité sociale.

Émergeant comme un nouvel acteur mondial, les grandes villes jouent incontestablement un rôle moteur dans l'économie mondialisée grâce à leurs fonctions nodales. Actrices de la mondialisation, elles en subissent néanmoins les impacts: augmentation du prix du foncier, montée des inégalités, uniformisation des comportements et multiplication de « non-lieux » urbains (centres commerciaux, aérotropolis) qui se déploient à l'identique sur l'ensemble de la planète. Le cœur du problème pour les années à venir consistera dans ces conditions à homogénéiser le *patchwork* qui s'est créé dans des villes désormais « fragmentées et fracturées ». Dans le chapitre intitulé « De la mégalopole à la nécropole » (*La cité à travers l'histoire*, 1961), Lewis Mumford avait établi une comparaison saisissante entre le sort funeste de la Rome impériale et celui qui attend dans un avenir plus ou moins proche nos grandes villes globalisées: « L'histoire de Rome indique avec un relief particulier ce qui, dans le domaine politique aussi bien que dans celui de l'urbanisme, doit être à tout prix évité. Nous voyons là de multiples signaux d'alarmes, indiquant le départ de pistes dangereuses. Lorsque, dans les centres surpeuplés, les conditions d'habitat se détériorent tandis que le prix des loyers monte en flèche, lorsque le souci d'exploiter de lointains territoires l'emporte sur la recherche de l'harmonie interne, nous songeons inévitablement à ces précédents romains. » Il ajoutait que « la multiplication d'objets éphémères » constituait les « symptômes de la décadence, le renforcement d'un pouvoir amoral et l'amoindrissement de la vie ». Plus d'un demi-siècle plus tard, ces phrases n'ont pas pris une ride alors que paradoxalement, « l'air de la ville » doit rendre « libre » (Max Weber). ●

hispanique et afro-américain à 80 % donnant naissance à une nouvelle communauté, Los Africanos (Evelyn Gonzales, *The Bronx*, Columbia University Press, 2004).

New York : une histoire des phénomènes ségrégatifs. Considéré comme le Haussmann new-yorkais, Robert Moses fut l'urbaniste de la ville entre 1934 et 1968. En 30 ans, il a changé profondément la physionomie de la ville par des constructions parfois prestigieuses à l'instar du Pont de Verrazano qui permet de relier Brooklyn à Staten Island. Les opérations de rénovation urbaine furent l'occasion d'écarter les pauvres et les minorités ethniques de Manhattan. Trente-cinq grands ensembles (*projects*) sont ainsi construits dans le Bronx au cours des années 1950. Ces programmes sont aussi à destination des classes moyennes (Mitchell Lama Housing Program). Ces ensembles contribuent à vider les anciens immeubles des populations solvables, elles-mêmes remplacées par des populations plus pauvres venant de Harlem. Un cercle vicieux se met en place car l'arrivée des populations noires et hispaniques alimente en retour le *white flight*. La construction du réseau autoroutier va dans le même sens et permet l'installation des populations aisées dans des banlieues bien connectées à Manhattan. La réalisation aujourd'hui la plus controversée reste sans nul doute le Cross Bronx Expressway (1948-1972) qui a déstructuré le tissu urbain du Bronx en le coupant en deux et en facilitant le regroupement des classes moyennes au Nord tout en isolant au Sud les minorités pauvres (South Bronx). Aussi, si l'accessibilité de New York est améliorée à l'échelle de la métropole, c'est aux dépens de l'échelle locale. Le mécanisme d'appauvrissement (*poverty trap*) s'enclenche conduisant à l'*urban blight* (dégradation urbaine). Le sud du Bronx ne bénéficie pas du phénomène de gentrification que l'on observe dans d'autres *boroughs* et, au contraire, en pâtit par l'installation sur son front d'eau industriel d'infrastructures indésirables (les Lulus : Locally Undesirable Land Uses) : deux centrales électriques, deux usines de traitement de déchets après la fermeture de la décharge de Fresh Kills (Staten Island) par Rudolph Giuliani. Il faut attendre les années 2010 pour qu'un collectif (Southern Bronx Watershed Alliance) fasse des propositions visant à démanteler le Sheridan Expressway afin de créer une coulée verte le long de la rivière Bronx et rendre ainsi ce front d'eau attractif comme à Brooklyn (Williamsburg), dans le Queens (Long Island City) et à Manhattan (Hudson Yards), trois secteurs emblématiques de la Golden Coast.

Source : *Les lieux de la géopolitique*, dirigé par Alain Nonjon, éditions Ellipses, à paraître en 2017.

PARIS, VILLE-MONDE OU VILLE MONDIALE ?

Alors que le Comité international olympique doit décider qui, de Paris ou de Los Angeles, accueillera les JO 2024 – la décision sera annoncée en juillet 2017 – et que Paris est candidate à l'organisation d'une Exposition universelle en 2025, se pose la question du rang international de la capitale française : Paris fait-elle encore le poids ?

Frédéric Besset
Professeur à Intégrale, à Paris

À la Belle Époque, vers 1900, quand le programme commence, la question ne se pose même pas : Paris la Ville lumière des chansonniers et des cartes postales (elle a été une des premières cités dont les rues ont été éclairées au gaz, dès 1830) n'a qu'une seule rivale qui, à vrai dire, la surclasse assez largement : Londres, *the Metropolis*. New York à ce moment-là fait encore très… provinciale.

Deux notions connexes, voire entrelacées

La question ne s'est pas toujours posée en ces termes : la notion de ville mondiale est certes intelligible pour les contemporains du président Poincaré, mais celle de ville-monde n'a pas encore pleinement émergé. Initialement attribué à Goethe, le terme de *Welt Stadt* « ville-monde » a repris de la vigueur sous la plume de Peter Hall (*The World Cities*, 1966), avant d'être redéfini par la géographe finlandaise Sasskia Sassen en 1991 dans *The Global City : New York, London, Tokyo*. Entre-temps, Fernand Braudel avait utilisé une expression proche, celle de « ville informationnelle » (*La dynamique du capitalisme*, 1985). Les appellations foisonnent, une mise au net s'impose.

Pour faire simple, alors qu'une ville mondiale est une ville de rang international – pas seulement une capitale politique mais aussi une des villes de « l'archipel mégalopolitain mondial » (O. Dollfus, 1996) fonctionnant en réseau –, l'appellation de ville-monde apparaît plus ambitieuse : elle renvoie à une articulation entre l'infranational (une ville-monde *agglomère* toute une région capitale qui va très au-delà de ses limites administratives) et le supranational à travers les flux de capitaux et d'informations transfrontaliers qu'elle commande. Par ailleurs, la ville-monde est un microcosme qui reproduit à son échelle les contrastes, voire les contradictions, du monde, par exemple l'extrême richesse des hypernomades qui y séjournent, même temporairement, et le dénuement de populations défavorisées (précaires, immigrés récents, clandestins…) qui constituent au sein même de l'hyper-centre une population d'invisibles et la main-d'œuvre d'une néodomesticité. Enfin la ville-monde est porteuse d'une identité très forte ; elle s'étire dans l'espace géographique mais aussi dans le temps historique et suscite de puissants affects ; plus qu'un lieu, une ville-monde est une marque, comme peut l'être de manière archétypale New York aujourd'hui.

Les trois âges de Paris

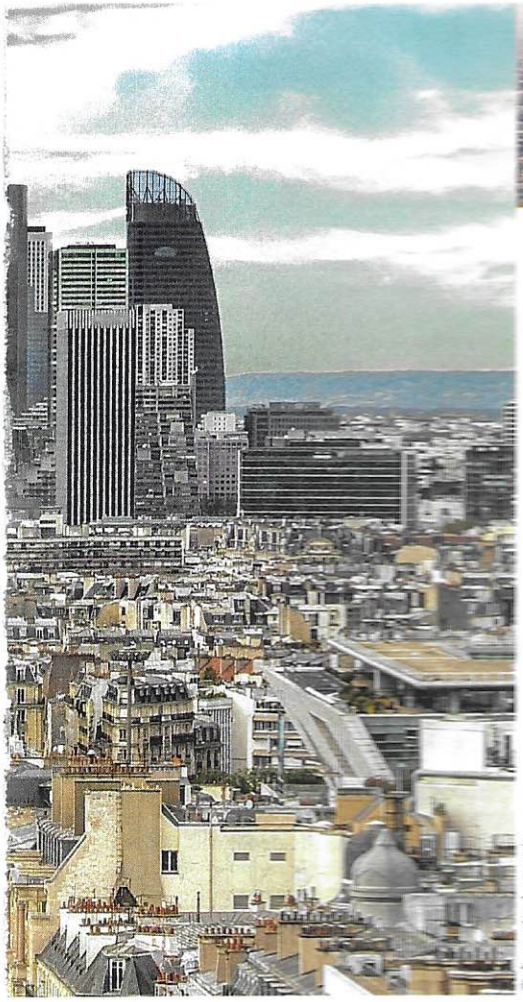
Encore faut-il s'accorder sur un cadre géographique. De quel Paris parle-t-on ? Paris est à géométrie variable, selon les époques, voire selon les desseins politiques qui sous-tendent la délimitation.

Le Paris d'Haussmann

Le premier âge est celui de la révolution haussmannienne sous le Second Empire. C'est la création par le préfet Charles Haussmann (préfet de la Seine de 1853 à 1870) de la ville aux larges avenues convergeant en vastes places (le carrefour de l'Étoile – aujourd'hui la place Charles-de-Gaulle – qui reçoit douze avenues est évidemment emblématique) entrecoupées de parcs publics (les Batignolles, un des 24 grands parcs urbains dessinés par Jean-Charles Alphand sur le modèle des espaces verts londoniens). Disparaît ainsi tout un Paris médiéval, le Paris de Balzac ou d'Edgar Allan Poe, avec ses lacis de venelles pittoresques mais insalubres et ses taudis. Par la suite, un mobilier urbain caractéristique est déployé qui, aujourd'hui encore, entrevu dans n'importe quel plan cinématographique de quelques secondes permet aux spectateurs du monde entier d'identifier Paris : fontaines Wallace (installées dans les années 1870), hôtels particuliers et entrées de métro d'Hector Guimard à la Belle Époque…

C'est le Paris des grandes expositions internationales, universelles ou coloniales mais aussi à deux reprises, en 1900 et 1924, des jeux Olympiques. La multiplication de ces événements sous la IIIe République (1870-1940) témoigne du statut de la ville : une métropole cosmopolite capitale d'une grande puissance et d'un empire colonial.

Le Paris haussmannien, outre qu'il concerne surtout l'ouest bourgeois de la capitale, reste étroitement enserré dans l'enceinte des boulevards : les larges avenues bordant les fortifications construites par Adolphe Thiers dans les années 1840. Celles-ci, situées entre les actuels boulevards des Maréchaux et le


© Augustin Lazarou

périphérique, ne sont détruites qu'entre 1918 et 1939 lorsqu'il apparaît évident qu'elles n'ont plus d'utilité militaire. Le deuxième âge de Paris commence avec la suppression de cette enceinte. Le *no man's land* au pied des anciens remparts – la zone pour *zona non aedificandi* – s'urbanise alors, d'ailleurs essentiellement en habitats informels, de la baraque de chiffonnier au bidonville. Mais l'important est l'ouverture de la ville sur sa banlieue.

Une région capitale : de Paris à l'Île-de-France

La notion d'agglomération parisienne prend tout son sens dans les années 1960 avec la politique des villes nouvelles de Paul Delouvrier. Nommé par le général de Gaulle, délégué général au district de la région de Paris de 1961 à 1969, il définit, avec l'équipe qu'il dirige, en 1965, le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région de Paris. Il estime qu'en l'an 2000, la région parisienne abritera entre 12 et 15 millions de personnes (12 en fait) : pour les accueillir en désengorgeant la capitale, il lance la construction de villes nouvelles : Évry, Saint-Quentin-en-Yvelines, Marne-la-Vallée, Cergy-Pontoise et Melun-Sénart. En 1969 est inaugurée sous le nom de « métro régional » la 1re ligne – la ligne A – de l'actuel réseau express régional (RER) : elle relie le quartier d'affaires historique de la capitale, le triangle Haussmann–Auber–Saint-Lazare au nouveau « *business district* » de La Défense dont l'aménagement commence en 1958 avec le CNIT (Centre des nouvelles industries et technologies). Ses prolongements – par exemple vers la nouvelle université de Nanterre dont les premiers bâtiments ouvrent en 1964 –, mais aussi d'autres liaisons (RER B, C, D), structurent de manière radiocentrique (en étoile) une véritable région capitale.

Des années 1930 à la fin des années 1970, Paris sort d'abord, littéralement, de ses murs (entre-deux-guerres) puis de son périph' (voie express circulaire inaugurée en 1973). Il s'agit alors moins de renforcer le rôle mondial de Paris que de décongestionner la ville classique d'à peine plus de 100 km² en cherchant sur les vastes terres agricoles de sa région les espaces nécessaires à des fonctions traditionnelles modernisées – les Halles de Paris construites par Baltard sous le Second Empire migrent ainsi sous le nom de Marché d'intérêt national (MIN) à 7 km de Paris sur la commune de Rungis en 1969 – ou à des activités totalement nouvelles liées notamment à la recherche scientifique (exemple du réacteur nucléaire de recherche Osiris construit sur le plateau de

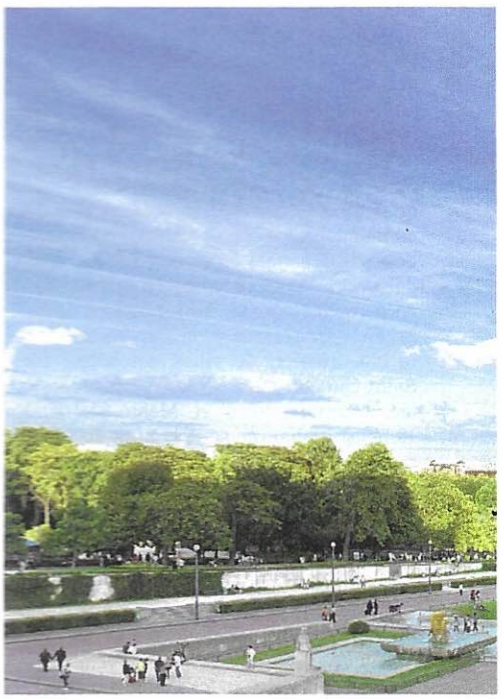
Les huit expositions universelles et coloniales tenues Paris

DATE	Exposition Nombre de visiteurs	Evénement(s) marquant(s) et legs architectural	Emplacement et construction temporaire
1855	**Universelle** 5 millions	• Réplique à la 1re Exposition universelle de l'histoire organisée à Londres en 1851	• Palais de l'industrie (Champs-Élysée). Détruit en 1899.
1867	**Universelle** 10 millions	• Lancement des bateaux-mouches parisiens.	• Champ-de-Mars + île de Billancourt
1878	**Universelle** 16 millions	• Exposition de la tête de la statue de la Liberté du sculpteur Bartholdi • Éclairage électrique de l'avenue de l'Opéra • Premières fontaines Wallace	• Palais (éphémère) du Champ-de-Mars • Palais du Trocadéro (remplacé en 1935 par le palais de Chaillot)
1889	**Universelle et coloniale** 32 millions	• Inauguration de la tour Eiffel • Centenaire de la Révolution française	• Palais des Machines (1889-1910) sur le Champ-de-Mars : 420 m de long. • Palais des industries « Village nègre »
1900	**Universelle** **« Bilan du Siècle »** 51 millions	• Inauguration du Grand et du Petit Palais, du Pont Alexandre III • Trottoir roulant électrique, « la rue de l'Avenir » • Première ligne de métro parisien Porte de Vincennes-Porte Maillot.	• Champ-de-Mars • Esplanade des Invalides • Bords de Seine • Bois de Vincennes : dix fois plus étendue que celle de 1855.
1907	**Exposition coloniale** **La 1re (spécifiquement coloniale) après la 1re en France réalisée en 1906 à Marseille**	• Villages africains reconstitués avec leurs habitants jouant leur propre rôle.	• Bois de Vincennes
1931	**Coloniale** **« Le tour du monde en un jour »** **Célébration de « la plus grande France »** 8 millions de visiteurs	• Musée des colonies de la Porte Dorée devenu en 1960 le Musée des arts africains et océaniens puis en 2007 la Cité nationale de l'histoire de l'immigration.	• Porte Dorée • Bois de Vincennes
1937	**Exposition internationale des arts et des techniques 50 nations représentées (record) dont le IIIe Reich et l'URSS dont les pavillons se font face** 31 millions (échec relatif)	• **Palais de Chaillot** (accueil des 1res sessions de l'ONU après 1945, puis siège de l'OTAN entre 1952 et 1959) • **Palais de Tokyo** (musée d'art moderne jusqu'à l'ouverture du Centre Beaubourg) • **Palais d'Iéna :** seule réalisation de ce qui devait être les « Champs-Élysée de la rive gauche » de la place d'Italie à la colline de Chaillot. Abrite le Conseil économique et social.	• Champ-de-Mars • Jardin du Trocadéro • Esplanade des Invalides

Saclay en 1966). Dans ce second âge de l'histoire contemporaine de Paris, la question du rayonnement international de Paris importe moins aux autorités que l'aménagement du territoire national (il faut conjurer le syndrome de *Paris et le désert français* mis en lumière par Jean-François Gravier dès 1946) *via* la promotion de métropoles d'équilibre (qui régénèrent une province française assoupie) et la création d'une région Île-de-France polycentrique.

Un rayonnement mondial ?

Le troisième âge de Paris commence il y a une génération, à l'orée des années 1980, lorsque la mondialisation s'accélère. Tant pis pour l'équilibre du territoire français, il faut renforcer l'attractivité du pôle parisien proprement dit puisque la concurrence se renforce non seulement avec les rivales traditionnelles de Paris (Londres…) mais aussi avec de nouveaux pôles qui émergent (le triptyque Dubaï-Shanghai-Mumbai) ou réémergent (Berlin réunifié en 1989 et à nouveau capitale en 2000, les capitales « Habsbourg » de l'Europe orientale, Moscou…).
François Mitterrand lance la construction d'une série de grands bâtiments prestigieux, essentiellement à Paris où il veut laisser son empreinte monumentale tant il est vrai que le pouvoir s'inscrit dans la pierre. Au-delà du narcissisme présidentiel, ces constructions répondent à quatre objectifs : rééquilibrer la ville au profit de l'est, délaissé depuis les aménagements haussmanniens (un nouveau quartier sort de terre à Bercy à la place d'anciens entrepôts et de friches de la SNCF autour du ministère des Finances et de la Bibliothèque François Mitterrand) ; marquer de manière pérenne le bicentenaire de la Révolution française en plus des célébrations orchestrées par Jean-Paul Goude sur les Champs-Élysées ; mettre la culture élitaire à la portée du plus grand nombre (l'Opéra Bastille est situé dans un quartier plus populaire et dans un cadre plus accessible que l'intimidant Palais Garnier) ; renforcer le rôle de celle-ci dans le rayonnement international de la France (ainsi l'Institut du monde arabe s'inscrit-il à la fois dans la continuation de la politique arabe – une vraie constante de Napoléon III à de Gaulle – et dans le renouvellement que constitue l'apport migratoire arabe dans la population française).
Cette nouvelle génération d'équipements – à l'esthétique parfois contestée – déployés au long d'une quinzaine d'années ne suffit pourtant pas à donner à la capitale tout l'élan nécessaire au tournant des XXe et XXIe siècles pour s'imposer pleinement comme une ville-monde. Les grands travaux présidentiels s'inscrivent dans le sillage multiséculaire de l'État bâtisseur et décideur depuis la monarchie absolue. Celui-ci est-il le bon pilote de la mondialisation métropolitaine du XXIe siècle. On peut en douter ; d'autant plus que le gouvernement français ou la mairie de Paris ne parviennent plus à promouvoir efficacement les intérêts de la capitale. Paris n'a ainsi organisé aucune Exposition universelle depuis 1937 et ses candidatures de Paris aux J.- O. de 1992, 2008 et 2012 n'ont pas abouti. Pis encore, les complications administratives découragent le mécénat de certains acteurs clés de la société civile. Par exemple, en 2001, le milliardaire François Pinault – qui vient de transmettre son groupe PPR (Pinaut-Printemps-La Redoute) à son fils – envisage d'exposer sa colossale collection d'œuvres d'art moderne et contemporaine sur le site de l'île Seguin à Boulogne-Billancourt, récemment libérée par la fermeture de l'usine historique du groupe Renault (1929-1992). Après quatre ans de péripéties administratives, le *tycoon* français jette l'éponge et s'envole pour Venise où il réalise son projet en quelques mois en rachetant et transformant le palazzo Grassi qui abrite aujourd'hui le musée et le siège de la Fondation Pinault.
De manière moins anecdotique, la métropole parisienne est victime d'un exode des sièges sociaux des grandes entreprises. La désindustrialisation française du début du XXIe siècle – un million d'emplois dans le secteur manufacturier ont disparu entre 2005 et 2015… – se double d'une délocalisation des centres de commandement, encore plus préjudiciable pour le statut d'une métropole comme Paris. Lorsqu'en 2002 le français Usinor fusionne avec l'espagnol Aceralia et le luxembourgeois Arbed pour former le groupe Arcelor, le nouveau siège social est installé au Luxembourg, de même que celui d'ArcelorMittal après la fusion entre Mittal Steel et Arcelor en 2006 ; le mariage Solvay-Rhodia en 2011 est suivi d'une installation du groupe en Belgique ; après la fusion entre Lafarge et son concurrent suisse Holcim en 2015, le siège du nouvel ensemble migre en Suisse. Des groupes nationaux ou restés français sont tentés également par la délocalisation de leur siège social, même s'ils conservent un siège dit « opérationnel » en région parisienne : ainsi, le siège social d'Airbus Group est aux Pays-Bas et le groupe Renault-Nissan BV est une société de droit néerlandais. Derrière ces départs médiatisés, d'autres sont encore plus dommageables, tel celui des centres de décision voire de recherches d'une myriade d'entreprises de taille intermédiaire qui sont les vrais pourvoyeurs d'emplois. En cause, le dumping fiscal de La Haye ou de Bruxelles mais aussi la frénésie réglementaire française. La chambre de commerce et d'industrie Paris Île-de-France note en octobre 2014 que, si « le rapprochement des marchés clients est souvent avancé comme l'argument clé », les véritables motivations de ces départs semblent plutôt être « la complexité et l'instabilité réglementaires qui génèrent trop d'incertitudes aux yeux des dirigeants ».
À l'économie productive traditionnelle s'est ajoutée en 2002 la notion d'économie résidentielle, introduite par Laurent Davezies et Christophe Terrier. Elle s'intéresse à l'endroit où la richesse est consommée plutôt que produite, et donc plus particulièrement aux territoires métropolitains avec leurs commerces haut de gamme (il y a eu en avril 2017, 27 concessionnaires TESLA en Allemagne, 17 au Royaume-Uni, 12 en France dont 4 en région parisienne…), leurs immeubles



Les villes nouvelles d'Île-de-France : exemples d'implantations phares

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	« Challenger » : siège social de la firme Bouygues-construction
MELUN-SÉNART	Centre commercial du Carré Sénart (2003) : à terme 200 enseignes sur 11 ha. de bâtiments.
MARNE-LA-VALLÉE	Eurodisney, 1992
CERGY-PONTOISE	Campus de l'ESSEC 1973
ÉVRY	Cathédrale de la Résurrection (seule cathédrale française bâtie au XXe s.) 1995

Les sept Grands Travaux parisiens du président Mitterrand (1981-1995)

Parc de la Villette	1985-1995	Grande halle, Cité de la musique, musée des sciences et des techniques
Institut du monde arabe (IMA)	1987	Musée, bibliothèque, centre d'exposition, restaurant
Grande Arche de La Défense	1989	Ministère de l'Équipement, diverses activités (musée, restaurants…)
Opéra Bastille	1989	Nouvelle scène parisienne et salle de spectacle de 3000 places consacrée à l'opéra (le Palais Garnier restant dédié à la danse)
Ministère des Finances à Bercy	1989	Déménagement du ministère depuis une aile du Palais du Louvre occupée depuis 1871
Grand Louvre (dont Pyramide du Louvre)	1993	Extension du musée du Louvre qui devient le 3e plus grand au monde après le MOMA (New York) et l'Ermitage (Saint Pétersbourg)
Bibliothèque nationale de France (BNF)	1996	Nouvelle Bibliothèque nationale française et 6e plus grande bibliothèque au monde

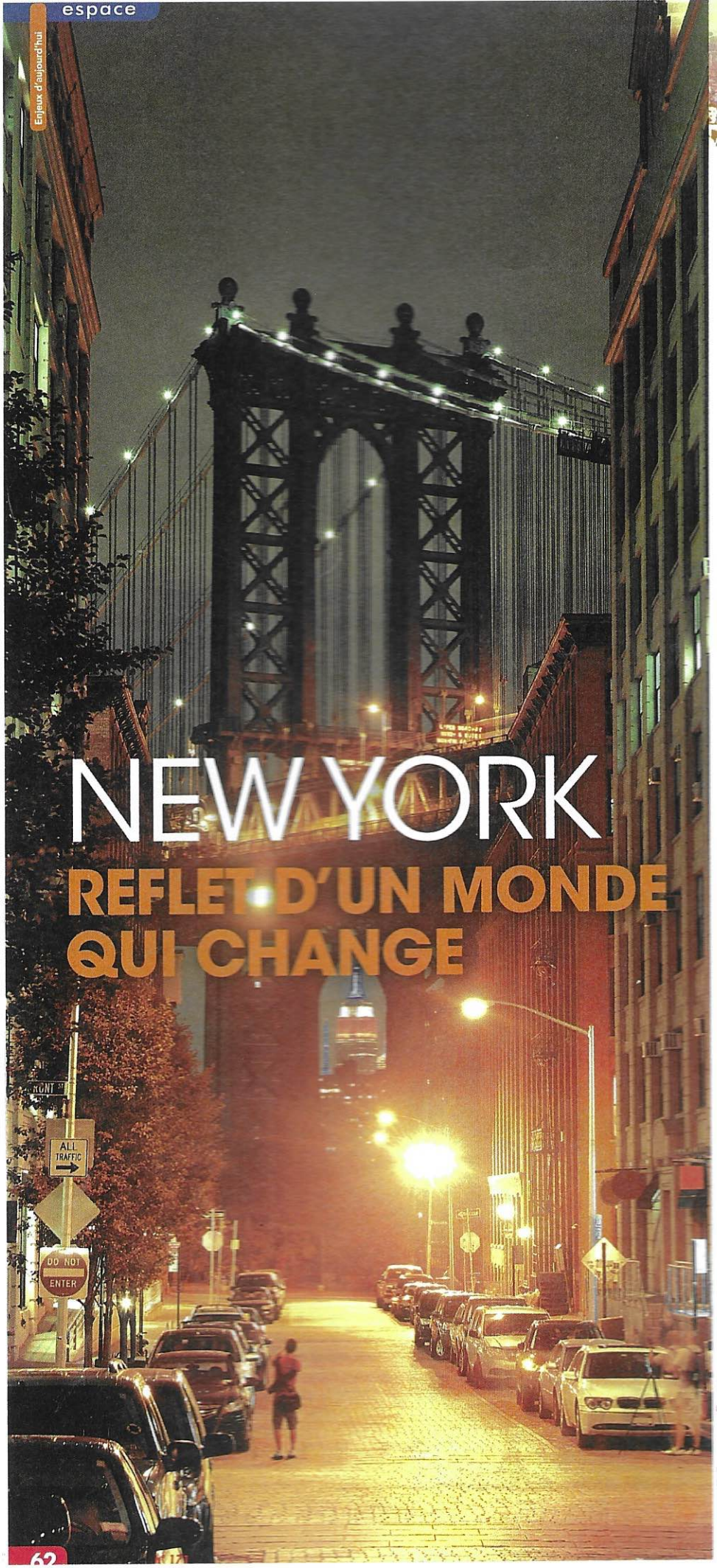
de standing, leurs services rares (galeries d'art, services de médecine spécialisés, hôtels 5 étoiles, voire *escorting* de luxe…). Sur ce terrain-là aussi Paris perd du terrain. L'exil d'un nombre conséquent de grandes familles du capitalisme français n'est pas compensé par des arrivées équivalentes de résidents étrangers fortunés. Entre autres exemples, les héritiers Dreyfus (groupe Louis Dreyfus négoce) ont quitté Neuilly-sur-Seine pour Zug en Suisse, Alain Afflelou s'est installé à Londres, une vingtaine de membres de la famille Mulliez (qui a fondé Auchan) a fui outre-quiévrain, en Belgique, le redoutable impôt sur la fortune français (ISF) mais aussi un certain climat national hostile à l'enrichissement, fût-il le fruit de la prise de risque et de l'investissement.

Malgré ses handicaps hérités (poids de la puissance publique, persistance de la frontière topographique et sociologique du périphérique, perte d'attractivité économique…), en dépit des récentes problématiques liées à l'insécurité (terrorisme certes, mais aussi délinquance ordinaire visant spécialement les touristes et immigrés asiatiques) et d'une forme de *french bashing* auxquelles les élites parisiennes contribuent elles-mêmes volontiers, Paris conserve le potentiel pour regagner le terrain perdu.

On n'insistera pas sur son incomparable rente historique car elle est aussi un risque, celui de la muséification, qui frappe par exemple nombre de villes italiennes d'art et d'histoire, à commencer par Rome. Le second atout qui, au fond, dérive du premier est la vitalité de la scène culturelle parisienne: non pas la culture patrimoniale mais le spectacle vivant et la création contemporaine qu'illustrent dans des domaines très éclectiques la Fondation Louis Vuitton, ouverte en 2014 dans le bois de Boulogne, la Philharmonie de Paris, inaugurée en 2015, ou la nouvelle scène hip-hop lancée en 2016 sous la nouvelle Canopée des Halles. En troisième lieu, la ville, si elle n'atteint pas le cosmopolitisme de Londres ou New York, est beaucoup plus ouverte aux populations étrangères et aux cultures du monde qu'un certain nombre de nouvelles métropoles mondiales comme Moscou ou Shanghai. Il serait cependant souhaitable que les communautés étrangères représentées dans la capitale se diversifient et soient moins dépendantes des diasporas issues du Moyen-Orient et d'Afrique noire. Enfin, les pouvoirs publics préparent aussi l'avenir, et ce de manière relativement transpartisane, indépendamment des alternances politiques. Paris a été une des premières villes mondiales au début de la décennie 2010 à mettre en service un réseau de véhicules électrique en auto-partage (Autolib, 2011). En 2009 a été créée la métropole du Grand Paris regroupant les 7 millions d'habitants de 131 communes d'Île-de-France. Elle doit servir de cadre au déploiement au cours de la prochaine décennie, entre 2020 et 2030, du Grand Paris express, soit quatre nouvelles lignes de métro automatiques reliant entre elles les banlieues, ainsi que le prolongement de deux lignes existantes desservant au total près de 70 gares nouvelles.

Deux conclusions s'imposent. D'une part le rayonnement de Paris ne saurait se dissocier de celui de la France, qu'il conditionne (un Français sur six réside en région Île-de-France, laquelle contribue pour 30 % au PIB du pays!) et dont il est réciproquement dépendant. Le rayonnement du Paris de l'Opéra Garnier et du Paris de La Défense coïncidait avec des moments – 1860, 1960 – où la France ne doutait pas d'elle-même ni de sa place dans ce qui ne s'appelait pas encore la mondialisation. D'autre part, celle-ci, menacée par une forme de repli identitaire sur des cadres nationaux frileux – repli dont attestent les États-Unis de Trump ou le récent Brexit –, pourrait bien être revitalisée par les grandes métropoles. C'est la thèse défendue dans le dernier ouvrage de l'essayiste américain Benjamin Barber *Et si les maires gouvernaient le monde? Décadence des États, grandeur des villes* (2013, éd. française 2015). ●

© Denis Borodin



© Songquan Deng

NEW YORK
REFLET D'UN MONDE QUI CHANGE

Qu'écrire de plus sur New York que les écrivains, les cinéastes, les historiens, les journalistes n'aient déjà écrit ou montré ? *Du bûcher des vanités* de Tom Wolfe aux *Crises et renaissances d'une pionnière* du géographe Renaud Le Goix, les analyses multiplient les superlatifs : la plus globalisée, la plus avant-gardiste, la plus élevée, la plus puissante… mais aussi le condensé de toutes les vulnérabilités du monde occidental.

Hélène Lafaye
Professeur au lycée Gay Lussac, à Limoges

Tenter de faire un état des lieux exhaustif de New York en 2017 serait plus qu'ambitieux et impossible à synthétiser en si peu de caractères. En effet, comment développer en quelques lignes tout ce qui fait l'identité de Big Apple sans tomber dans les clichés ? Tête de pont de l'immigration, de la mondialisation, de la culture mais aussi du capitalisme, de l'internationalisation des institutions… Comment ne pas avoir en tête la statue de la Liberté, le Brooklyn Bridge, le siège de l'ONU, le mémorial du 11-Septembre, l'Empire State Building… La ville est à la fois à l'origine des grandes tendances qui irriguent le monde mais elle en est aussi le reflet et, pour parapher une célèbre expression, quand le monde tremble, New York tremble… Le monde en 2017 est traversé de convulsions, d'interrogations, de crispations dont la capitale économique des États-Unis se fait écho et caisse de résonance. Que ce soit les enjeux politiques, économiques ou environnementaux, la ville mégapole donne le ton, le rythme mais subit aussi les secousses d'un monde occidental aux prises avec de profonds remaniements.

Un nouvel épicentre du pouvoir politique ?

Les défis sont multiples pour les lieux emblématiques de la mégapole américaine et interrogent sur les États-Unis en cette première partie d'année 2017. Longtemps, le pouvoir économique fut avant tout implanté à New York alors que le pouvoir politique était concentré à Washington. Fait inédit et qui ne dura que quelques semaines, l'immeuble occupé par Donald Trump fut le QG de la transition politique entre l'ère Obama et le mandat de Donald Trump. Cette tour de 58 étages de Midtown (L'Empire State Building en compte 102) est située sur la prestigieuse Ve Avenue, sur l'emplacement d'un ancien magasin de luxe et à proximité du célèbre magasin Tiffany. À la demande du milliardaire, le projet fut lancé en 1981 et ouvrit ses portes quatre ans plus tard, même s'il était, en théorie, interdit de construire des immeubles aussi hauts dans cette partie de la ville. Il est le siège social de la Trump Organization, une des sociétés du magnat de l'immobilier. On y trouve un vaste espace vert accessible au public, des

bureaux, boutiques (Gucci), mais aussi de nombreuses échoppes estampillées Trump qui vendent, entre autres, la ligne de vêtements de sa fille et des parfums aux noms évocateurs (« Success » et « Empire ») ainsi que des logements. Le tout est dominé par le Penthouse, estimé à 100 millions de dollars, occupé par Donald Trump et sa famille (il correspond au numéro 68 donnant l'illusion que la tour est aussi haute de 68 étages !). Cet appartement est de style rococo avec une décoration coûteuse et clinquante et des plafonds dédiés aux dieux grecs. La partie logement de l'immeuble est ou a été occupée par des résidents célèbres, comme par le passé Jean-Claude Duvalier, Andrew Lloyd Weber ou encore Bruce Willis. Ronaldo y réside aujourd'hui et la Tour est aussi le siège de la CONCACAF, organisme qui regroupe les fédérations de football nord-américaines. Cet immeuble fut le centre névralgique de la campagne de Trump où il réside jusqu'à son investiture le 20 janvier 2017 avec un système de surveillance plus que renforcé et très onéreux (estimé à environ 35 millions de dollars). Épicentre du pouvoir, la Trump Tower devrait servir de repli au président, celui-ci ayant annoncé qu'il y reviendrait régulièrement pour passer le week-end. Depuis la victoire de Trump, sa tour est devenue le symbole de sa politique avec ses excès, ses abus, sa propre interprétation de la loi et de la réalité. Il n'est donc pas étonnant d'y avoir vu de nombreuses manifestations de ses opposants, peu sensibles à l'argument de Trump qui défend le style de décoration de sa tour comme « étant la richesse telle que les pauvres la rêvent » et s'enorgueillit de mettre toujours une touche du « style Trump » dans chacune de ses réalisations immobilières.

New York au cœur d'une nouvelle manière de penser l'Amérique

Le nouveau président n'a eu de cesse pendant sa campagne de critiquer Washington, la ville, ses lobbies, ses décisions, son élitisme qui symboliseraient une entrave à la liberté des Américains. Pour lui, New York est avant tout le lieu du « vrai » pouvoir, celui de l'argent et de l'affirmation de « l'America First ». Cette domination s'affirme dans un autre lieu de pouvoir new-yorkais qu'est l'ONU. Le siège de l'organisation internationale construit à la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1947, est aussi situé dans Midtown, au bord de l'East River. Alors que d'autres villes auraient souhaité accueillir le siège de l'ONU, une aide financière du milliardaire Rockefeller et de la mairie de New York a permis à l'Organisation d'obtenir gratuitement des terrains dans ce quartier populaire de la presqu'île de Manhattan. Inauguré en 1952, ce bâtiment fut le travail d'architectes de renom dont Oscar Niemeyer et Le Corbusier. Il est ouvert à la visite, abrite le secrétariat, la salle de l'assemblée générale et une vaste bibliothèque. Le bâtiment et les jardins qui l'entourent sont considérés comme un territoire international et de nombreux contrôles d'identité sont nécessaires pour y pénétrer.

À l'heure d'une recomposition géopolitique du monde contemporain où les alliés d'hier ne sont peut-être pas ceux de demain, le jeu diplomatique aux Nations unies renforce son rôle stratégique. Tantôt ignorée, tantôt au cœur des conflits, l'ONU ne semble pas être au cœur des préoccupations de Donald Trump, qui veut avant tout défendre les intérêts de sa nation. Dans un récent tweet, le président américain a même déclaré que l'ONU était un « club où les gens se réunissent, parlent et passent du bon temps ». Afin d'aller jusqu'au bout de sa démarche, il envisage même de faire appliquer deux décrets pour réduire son influence en diminuant de manière drastique la participation financière des États-Unis, en ciblant notamment les organismes qui reconnaissent l'Autorité palestinienne, comme par exemple l'UNESCO. Symbole d'un monde d'après-guerre qui tente par la cohésion internationale de sortir des conflits, le bilan de l'ONU est certes mitigé mais il semble aujourd'hui à la croisée des chemins : de nouvelles alliances se font et se défont (Trump semble vouloir se rapprocher de Poutine par exemple) et, surtout, les États-Unis entendent avant tout gouverner selon leurs intérêts sans tenir compte d'un intérêt général nécessaire au bon fonctionnement des relations internationales. Le bâtiment de l'ONU, dont l'aspect extérieur est assez délabré faute de budget suffisant pour l'entretenir, semble bien isolé au cœur d'un monde nouveau.

© johnkellerman

Autre édifice emblématique des États-Unis et de leur modèle libéral capitaliste, la bourse de Wall Street est aussi le reflet des changements actuels. Située à la pointe sud de la presqu'île de Manhattan, c'est l'une des principales bourses mondiales. Dans un bâtiment du XIXe siècle, le New York Stock Exchange permet la cotation de deux indices : le Dow Jones et le Standard and Poor's 500. La variabilité des cours dépend aussi bien de la situation économique que géopolitique, et l'arrivée au pouvoir de Trump a été perçue comme un risque de déstabilisation financière. Pourtant, quelques jours à peine après son élection, Wall Street s'orientait à la hausse et atteignait même des records. L'épicentre mondial de la finance mondiale reste bien au cœur de New York et ni la crise de 1929, ni celle de 2008 ou le 11-Septembre n'ont pu affaiblir durablement le n° 11 de Wall Street.

L'analyse des scores des différents candidats aux élections présidentielles montre bien l'ancrage démocrate de la ville qui n'a pas voté républicain depuis l'élection de Ronald Reagan en 1984. En remportant les 29 grands électeurs de New York, Hillary Clinton a largement capté le vote des minorités ainsi que d'une population new-yorkaise sensibles aux idéaux démocrates et aux politiques de protection de l'environnement. Partout dans la ville, les jardins urbains sont les symboles de ce « *greenwashing* » des New-Yorkais. Autant dire que les décisions de Trump en matière d'exploitation du gaz de schiste ou autre construction d'oléoducs ne font guère l'unanimité et poussent même

LES VILLES, MIROIRS DE LA MONDIALISATION

parfois ses opposants au pied de la Trump Tower pour manifester leur mécontentement. Si l'on regarde plus en détail le résultat des élections, seul le comté de Suffolk a échappé au vote Clinton. Les Hamptons, très prisés par l'aristocratie new-yorkaise votent traditionnellement plus conservateur que le reste de la ville.

The show must go on!

La ville est donc le miroir des transformations du pays. Pour autant, c'est aussi un miroir déformant car New York a la capacité de se réinventer constamment, d'être tout et son contraire: elle a voté largement pour Clinton, des manifestations ont lieu au pied de la tour Trump et pourtant Wall Street s'envole. À l'image de Broadway, « the show must go on », et la machine doit continuer à fonctionner et à attirer capitaux, investisseurs et touristes. La ville garde son statut de capitale de la culture et s'oppose à la culture *main stream* de Los Angeles qu'elle regarde parfois avec mépris. Dans le domaine économique, la ville a toujours été leader, mais elle s'est nettement fait distancer dans les années 2000 dans le domaine de l'innovation par la Silicon valley en Californie, devenue épicentre de l'innovation mondiale. La Silicon Alley est aujourd'hui en passe de détrôner sa rivale californienne: pas moins de 1000 start-ups situées en plein cœur de Manhattan se lancent dans tous les secteurs les plus innovants. Son principal atout est l'extraordinaire bouillonnement culturel de la ville et, surtout, un écosystème favorable parce que « c'est la capitale du contenu et de la publicité, et qu'Internet converge vers ces mondes-là », confie Mathieu Nouzareth, dirigeant français de FreshPlanet, interrogé par *L'Usine nouvelle*. Michael Bloomberg, l'ancien maire, de la ville mais aussi Bill de Blasio, l'actuel maire ont tout fait pour développer l'*open data*, les incubateurs, les laboratoires et même bientôt un campus high-tech. Le site L'Usine nouvelle résume ainsi la situation actuelle: « La Silicon Alley ne va pas, à terme, dépasser la Silicon Valley mais les deux technopoles auraient plutôt tendance... à devenir complémentaires: Palo Alto pour le *hardware* et New York pour le *software*. »

Autant dire que dans ce contexte high tech innovant, les décrets de Trump visant à contrôler l'immigration sont perçus comme un frein au *Brain Drain* qui fait la force de New York la cosmopolite. La ville doit pourtant fait face à cette nouvelle donne et s'adapter comme elle l'a toujours fait. Quasiment en faillite en 1975, capitale du crime et de la violence, elle est devenue une ville éclatante de santé et de vigueur. Pourtant, la ségrégation est toujours aussi présente, les prix de l'immobilier s'envolent, subissant en plus la concurrence des locations de particulier à particulier avec par exemple le site Airbnb. De nombreuses populations sont ainsi repoussées à la périphérie de la ville tant les prix, même dans l'ouest de Brooklyn, sont devenus trop élevés pour la classe moyenne. Ce phénomène de marginalisation, que l'on retrouve dans les métropoles en général est ici accentué par le pouvoir d'attraction de la ville à l'échelle régionale, nationale et mondiale. Il risque à terme de renforcer l'amertume d'une population qui se sent exclue de la mondialisation et qui pourrait, à l'instar de l'intérieur du pays, se tourner vers un vote plus radical. La locomotive qu'est New York permet à la machine à rêves d'avancer vers l'idéal américain des Pères fondateurs mais, à force, elle risque aussi d'amplifier les difficultés d'une partie de la population pour qui le rêve américain n'est plus que celui joué aujourd'hui dans la comédie musicale à succès *Hamilton*... ●

© oneinchpunch

VANCOUVER, « LA MECQUE DE L'ÉCOLOGIE »

En 2008, le charismatique Gregor Robertson, ancien patron de Happy Planet (jus biologiques), annonce dès son élection à la tête de Vancouver qu'il veut faire de sa ville « La Mecque de l'écologie ». Si la ville même de Vancouver n'a que 615 000 habitants, les 2,3 millions d'habitants de l'agglomération créent une masse critique qui permet d'expérimenter nombre d'alternatives énergétiques. « By Sea Land and Air we prosper » : la devise de Vancouver peut-elle constituer un programme au service de cette ambition globale ?

Hugo Billard,
Professeur au lycée Saint-Michel de Picpus, à Paris

Vous voulez savoir si vous vivez dans une ville agréable ? Laissez tomber la subjectivité : il y a des classements pour vérifier si votre ville est un nouveau paradis terrestre. Ces classements ont tous été créés entre 2007 et 2012, sont souvent liés à des entreprises de conseil ou des journaux économiques, et leurs critères sont inégalement comparables entre eux, quand chacun ne modifie pas ses critères d'année en année…

3e ville la plus agréable du monde : que valent les classements ?

Plus ancien, le laboratoire Intelligence Unit de l'hebdomadaire *The Economist* a créé en 2002 le Global Liveability Ranking (GLR/EIU) : un classement de 140 villes dans 203 pays, testées autour de critères comme la stabilité politique et économique, l'accès aux soins, à l'éducation et à la culture, respect de l'environnement et soutenabilité des infrastructures de transport. Seul hic : les villes anglophones sont surreprésentées dans le test et les résultats, comme la haute culture (opéras, grands musées, philharmonies), y joue un rôle mineur.

Depuis 2007, le magazine britannique *Monocle* propose le Quality of Life Survey (QLS) : un classement des vingt-cinq villes les plus agréables du monde, autour de critères qui s'additionnent d'année en année, rendant difficiles les comparaisons (connectivité au monde, climat, tolérance des habitants, aménagements urbains, proximité de la nature, accès aux soins médicaux). Utile pour comparer les critères, mais pas pour trouver des champions du monde de temps long.

Les cabinets de conseil ont eux aussi, depuis la crise de 2008, multiplié ces classements pour leurs clients, friands d'investissements plus populaires et attractifs que les junk bonds. Depuis 2010, le cabinet de conseil Dual

Citizen Inc. (Washington DC) a créé le Global Green Economy Index (GEI): 80 États et 50 villes sont comparés chaque année pour faciliter les investissements dits « écologiques » (engagement de la ville pour l'écologie, transports, aménagement urbain, tourisme, énergies renouvelables, innovation, etc.).

La même année, la société de conseil américaine Mercer a créé le Mercer Quality of Living Survey (MQLS): 221 villes classées chaque année avec New York comme indice 100, autour de 39 critères (sécurité, éducation, santé, environnement, stabilité politique et économique, etc.).

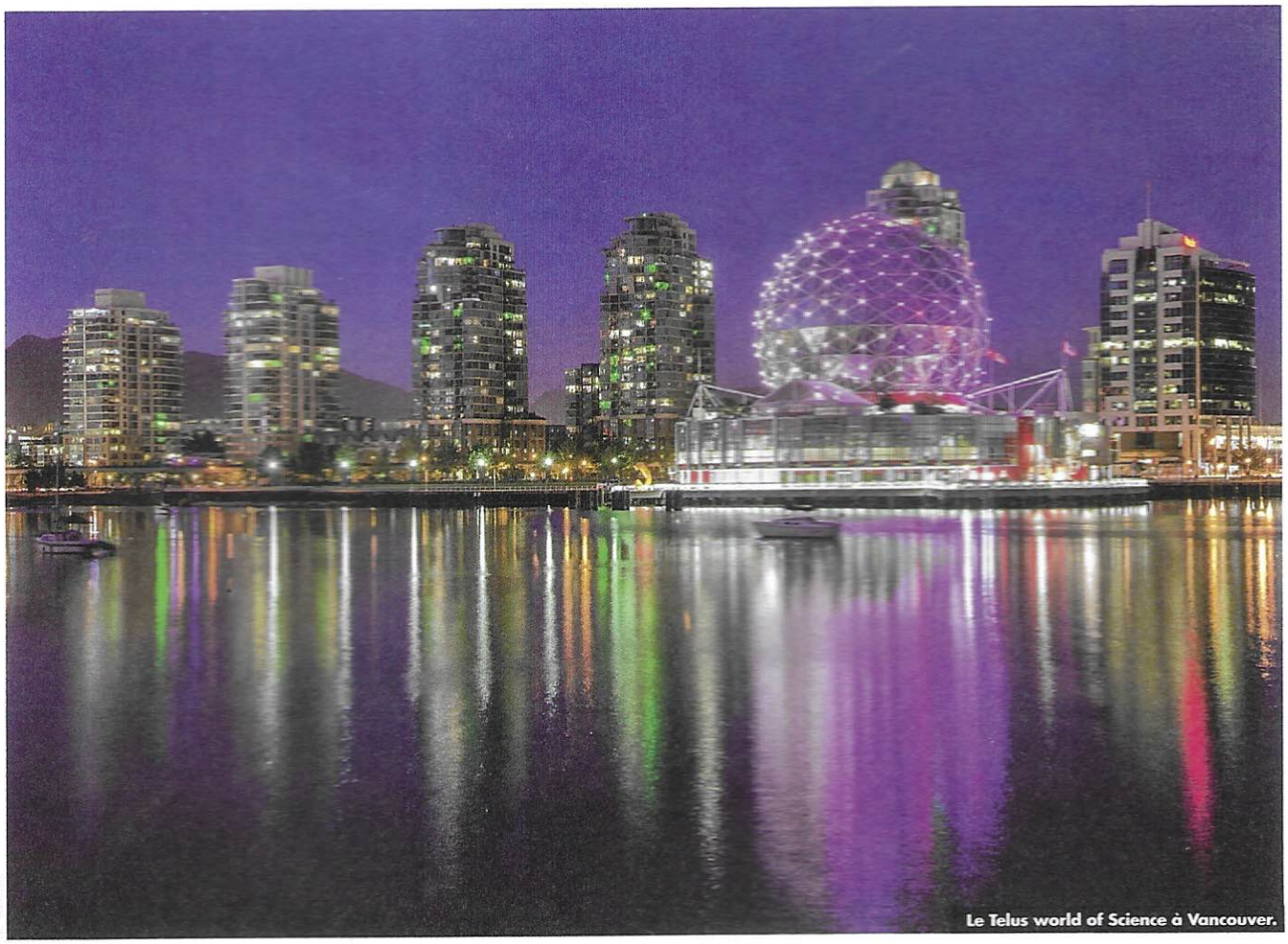
Deux points communs à tous ces classements, dont l'origine, les intentions et les critères diffèrent: dans tous les classements mouvants, les villes européennes se taillent la part du lion (Copenhague, Stockholm, Vienne), quelques villes anglo-saxonnes les suivent (Melbourne, Auckland), parfois Tokyo et Singapour. Seul îlot de stabilité statistique de tous ces *ranking*: Vancouver monte un peu ou reste stable parmi les sept villes les plus agréables du monde. En 2016, Vancouver se plaçait en 3e (Global Liveability Ranking), 4e (Global Green Economy), 5e (Mercer) ou 7e position (Monocle). Mais elle est aussi, depuis 2014, entre la 2e et la 8e ville la plus chère du monde. Alors faut-il voir le verre à moitié vide ou le verre à moitié plein?

Un site ancien, favorable aux transformations

Comment expliquer cette stabilité de Vancouver comme modèle d'un développement durable, modèle de cité soutenable, présenté comme une sorte de paradis terrestre de la côte pacifique d'un Canada multiculturel? En partie par une volonté politique. En 2016, Vancouver abrite 26 % des emplois liés à l'écologie et 28 % des investissements en technologie propre. On le doit à des incitations municipales, à un fonctionnement en rhizomes d'innovation, et une volonté des autorités de favoriser les initiatives des communautés locales, ce qui ne va pas sans douleurs ni tensions mémorielles. La ville est protégée des vents du Pacifique par l'île de Vancouver. Cette situation en fait un port idéal, attractif pour l'immigration continentale. La ruée vers l'or du Klondike (frontière de l'Alaska) et du littoral occidental a attiré 25 000 personnes en quelques mois en Colombie-Britannique. En 1885 commence la construction du chemin de fer Canadian Pacifique (New York – Toronto – Chicago – Vancouver). En 1886 est proclamée la naissance de la cité de Vancouver (1 000 habitants). Le 13 juin, un immense incendie détruit toute la nouvelle ville, obligeant à la création d'un corps de sapeurs-pompiers et à la prise en compte du milieu forestier et des circulations des eaux dans le nouveau plan urbain. En 1890 la création de la British Columbia Sugar Refinery, par Benjamin Rogers, fait

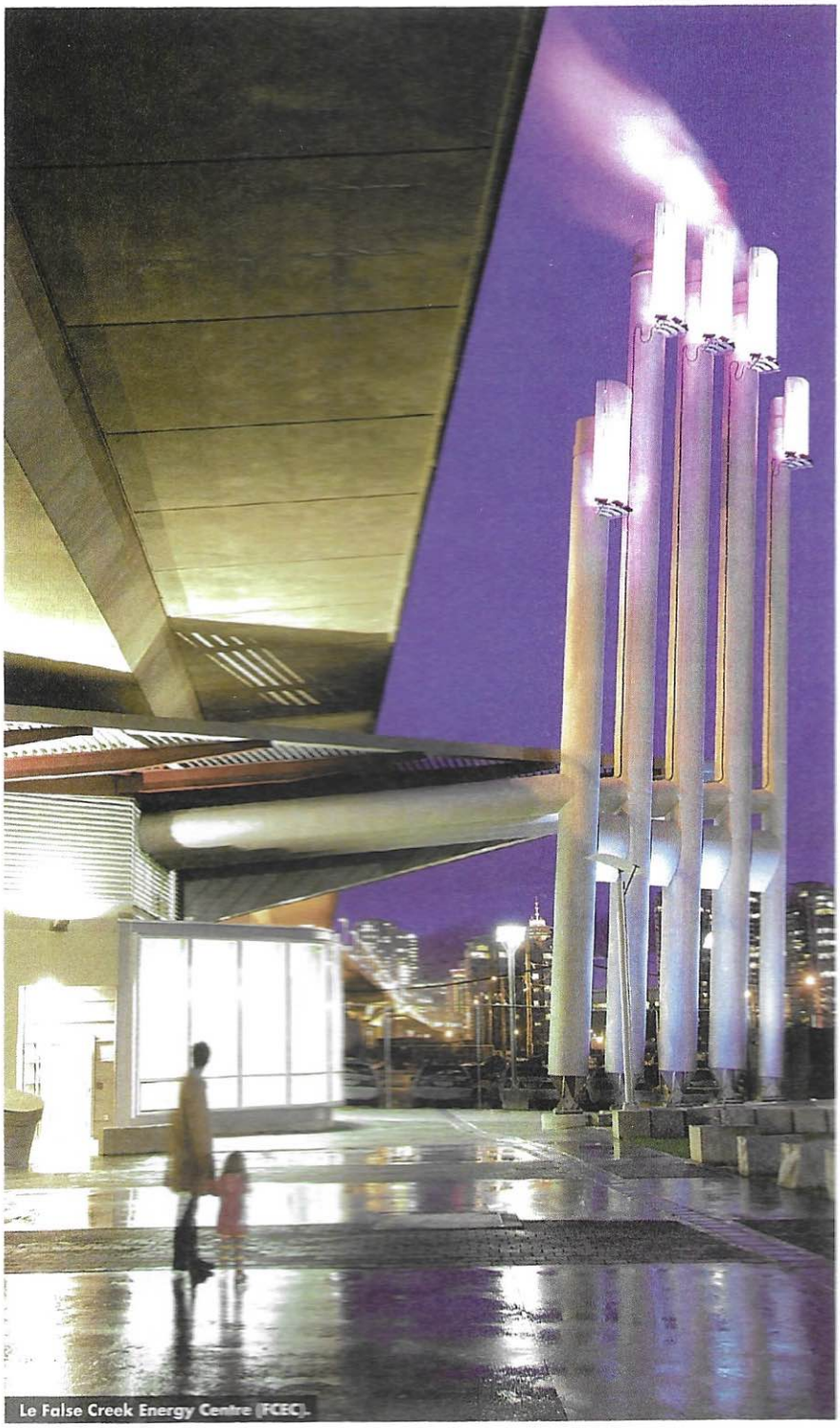
Vancouver et la construction du Canada

- **1849** L'île de Vancouver devient colonie britannique
- **1858** La Colombie-Britannique devient colonie britannique
- **1866** Union de l'île de Vancouver et de la Colombie-Britannique
- **1871** La Colombie-Britannique devient province canadienne
- **1896** 1905 Politique de l'immigration du ministre de l'intérieur Clifford Sifton pour la mise en valeur de l'Ouest
- **1907** Émeutes anti-asiatiques à Vancouver
- **1931** Statut de Westminster: le Canada devient dominion indépendant
- **1947** Abrogation de la loi discriminatoire à l'encontre des Chinois



© cchan

Le Telus world of Science à Vancouver.


Le False Creek Energy Centre (FCEC).

© Kristopher Grunert

du bois et du sucre les ressources essentielles de la ville. En 1896, le ministre de l'Intérieur canadien, Clifford Sifton, a fait de l'Ouest une priorité nationale, ce qui accélère l'immigration asiatique. Cet afflux vient concurrencer l'immigration européenne, ce qui n'a pas été sans causer des émeutes anti-Chinois (1907) et anti-Japonais (1921, fondation de l'Asiatic Exclusion League). Mais la ville grossit: 100000 habitants en 1911, 228193 en 1929. De ville-champignon, Vancouver devient un nœud des relations entre le Canada et l'Asie. En 1942, l'internement et la déportation des Nippo-Canadiens éteint Japantown, le quartier central le plus dynamique de l'entre-deux-guerres. Lorsqu'en 1947 les lois discriminatoires contre les Asiatiques sont abolies, la ville s'était en partie refermée sur sa population d'origine européenne. La Guerre froide ouvre la ville à une timide immigration japonaise et philippine. Soixante-dix ans plus tard, le modèle multiculturel choisi par le Canada fait de la 6e ville du pays un modèle d'équilibre entre communautés – la prospérité économique diminuant les facteurs de tensions. 48 % des habitants de Vancouver ne sont pas nés au Canada, la pluie fait de la ville un espace constamment vert, la population étudiante y est concentrée dans les quartiers centraux et le sport s'exprime pleinement dans les rues: la ville de Greenpeace (1969-1971) semble un eldorado pacifique pour écologistes.

Du local au global: Vancouver cœur d'une pratique écologique « glocale »?

L'initiative municipale est nécessaire au maintien de cette prospérité et de cette image. Gregor Robertson a lancé l'objectif « Ville la plus verte du monde en 2020 ». L'échéance peut obéir à des considérations politiques (le maire de Vancouver étant élu pour des mandats de trois ans renouvelables), et 2020 correspondrait à la fin d'un possible quatrième mandat pour l'édile local si les élections de novembre 2017 ne voient pas s'accentuer la méfiance entre la police et la municipalité – des tensions en 2014 avaient failli coûter sa réélection au maire. Lancer un plan précis sur des objectifs écologiques permet de transformer durablement le paysage, donc montrer à l'électeur la réalité de l'application des programmes.
Le plan 2020 a pour objectifs la production de 93 % de l'électricité de l'agglomération par des ressources renouvelables – l'hydro-électricité y est favorisée sur cette terre de forêts tempérées humides et de marécages drainés –, de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre (GES), de favoriser les emplois et entreprises « verts », de développer les incitations aux constructions écologiques et de réduire la production de déchets par *urban mining* (recyclage de produits électriques) – en 2013 Robertson a lancé un plan « Zéro déchets » au centre de Vancouver par gazéification des rejets. Depuis 2008, et même si ces objectifs n'ont pas tous été lancés en même temps, ils sont en partie un succès mais restent difficilement applicables à la totalité du pays pour des raisons financières. Le recyclage des déchets électriques (*urban mining*) ou organiques a été accéléré par la construction en 2010 d'une centrale thermique à False Creek, à la frontière du village olympique des J.O. d'hiver de 2010: cinq cheminées de 24 mètres que les habitants ont surnommées par dérision « *the nails* » (les ongles): les tubes sont prolongés de plaques qui rougissent lorsque les 7000 foyers que l'usine fournit voient leur consommation énergétique excéder les moyennes attendues. Mais hors ce lieu symbolique, les performances des différentes centrales sont inégales, et Vancouver fait aussi ou moins bien que ses homologues européennes comme Amsterdam, Anvers, Francfort.

Pour limiter les GES et accentuer le caractère humain de la ville, les voitures sont incitées à circuler le moins possible. La panoplie classique des villes mondiales s'y déploie : quatre lignes de métro (la dernière en 2016), des bus électriques et 214 bornes pour voitures électriques, 320 km de pistes cyclables. Problème : le 12 mai 2017, Vancouver reste la 1re ville la plus congestionnée par la circulation automobile au Canada, 34e ville mondiale, loin devant Toronto (73e) selon le TomTom Traffic Index. La lutte contre les GES par les incitations alternatives accentue paradoxalement la stagnation automobile et les pollutions urbaines.

Pour ancrer les pratiques écologiques dans le temps long, la municipalité parie sur le local. Les bâtiments nouveaux sont incités à inclure le recyclage des ressources naturelles (puits canadiens de réutilisation de la chaleur intérieure, circuits de drainage des fosses d'aisance par les eaux de ruissellement dans une ville où la pluie est très fréquente). Se multiplient les espaces de travail coopératif pour start-ups écologiques. Le recyclage peut aussi être productif : depuis 2012, l'usine Enterra produit quinze à seize tonnes de larves séchées vendues comme nourriture pour les fermes aquacoles ou comme fertilisants naturels. Les six millions de mouches nécessaires à leur production viennent des cent tonnes de déchets alimentaires et organiques récupérés chaque jour dans les circuits de la ville. Dans chaque quartier des espaces sont achetés ou déclarés impropres à la construction pour multiplier les lieux communautaires (potagers, espaces récréatifs, sites d'associations) qui accentuent l'initiative et la surveillance des projets écologiques. Le ruissellement communautaire fonctionne, et Gregor Robertson lui doit sa réélection pourtant difficile en 2014.

Vancouver, image trompeuse d'un Canada faussement écologiste ?

En janvier 2016 le premier ministre Justin Trudeau déclarait lors du forum de Davos que « *nous pouvons lutter contre le changement climatique sans sacrifier la croissance et la prospérité* ». Les budgets fédéraux 2016 et 2017 sont effectivement très incitatifs pour l'usage des ressources renouvelables (fiscalité) et les technologies vertes (financement d'innovation) : 2 milliards de dollars en 2016 (2,3 en 2017) y sont consacrés. Mais le pays n'est pas prêt à passer le pas de l'abandon des énergies fossiles et des énergies de roches (hydrocarbures de schiste). Les subventions aux hydrocarbures sont maintenues. Le financement du retour à la production à Fort McMurray après l'incendie de mai 2016 se fait majoritairement sur fonds fédéraux : cette ville de l'Alberta est assise sur la plus grande réserve de sables bitumineux du monde, et les hydrocarbures qui y sont extraits ont permis à l'Alberta de doubler son PIB depuis 2014, aujourd'hui équivalent de celui de l'Afrique du Sud ou du Danemark. Sa capitale, Calgary, est « *la nouvelle Mecque du pétrole* » (Virginie Robert). Le Canada ne peut pas renoncer aux énergies fossiles. Un autre enjeu bloque l'écologisation du pays. Le réchauffement climatique incite à la multiplication des projets d'infrastructures vers les littoraux polaires et entre villages polaires, et le parlement du Nunavut veille au grain : même si la sensibilité environnementale est très forte au Canada, les enjeux économiques liés au contrôle des ressources minières possibles dans l'Arctique et à la maîtrise des routes Béring/Islande (Passage dit du Nord-Ouest) sont immenses à l'heure où la Chine veut concurrencer les États-Unis dans la maîtrise des voies de passage (canal du Nicaragua contre canal du Panama, projet ferroviaire andin Manaus-Bolivie). Le Canada cherche à jouer sur les deux tableaux : prospérité économique par la maîtrise de son territoire, grand comme trois fois l'Inde, et essor sur le long terme en jouant à la fois sur les énergies fossiles, qui rapportent à court terme, et les énergies renouvelables, qui rapporteront sur le long terme (innovation, pratiques).

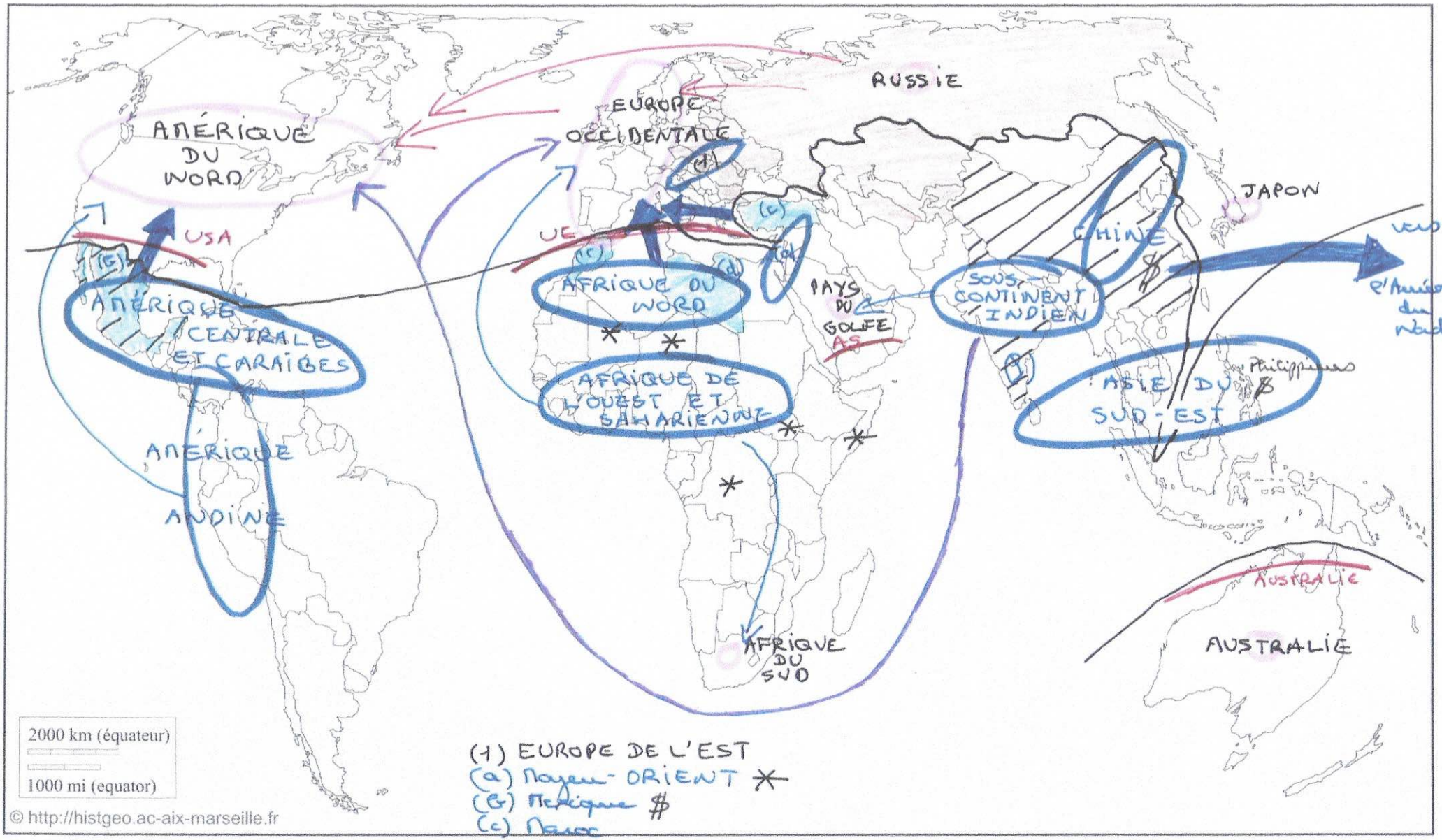
Vancouver est l'image d'un Canada ambigu par nécessité en matière environnementale : son site et la gestion de la ville en font un cadre idéalisé pour une population bien formée en quête d'un lieu de vie stimulant, mais le contexte de cette mise en images est moins idéal, ou plus réaliste. ●

© D.R.

Bibliographie

- *http://www12.statcan.gc.ca* Site statistique de l'État du Canada, pour les chiffres de Vancouver.
- Jean-Michel Lacroix, *Histoire du Canada*, Paris, Tallandier, 2016.
- Virginie Robert, « L'Alberta, un tigre dans le moteur du Canada », *Les Échos*, 30 octobre 2014
- Sabine Syfuss-Arnaud, « Au Canada, Vancouver veut devenir la Mecque de l'écologie », *Challenges*, 10 avril 2016.

Les migrations internationales de travail dans le monde aujourd'hui



LÉGENDE

LES MIGRATIONS INTERNATIONALES DE TRAVAIL DANS LE MONDE AUJOURD'HUI

I - Des systèmes migratoires complexes ...

A - Les pôles récepteurs de migrants

Pôles récepteurs majeurs

Pôles récepteurs mineurs

B - Les pôles émetteurs de migrants

Principaux pôles émetteurs

Principaux pays de transit

II - ... qui répondent à des logiques multiples

A - Des différentiels de développement

Ligne Nord/Sud

Des pays émergents à la population très nombreuse et dont la forte croissance économique ne suffit néanmoins pas à créer suffisamment d'emplois

B - Les évolutions géopolitiques

Pays de l'ex bloc soviétique, brutalement ouverts à l'émigration

Des zones de conflits, générateurs d'une forte émigration contrainte

III - ... et génèrent des flux migratoires légaux et illégaux que les Etats tentent de contrôler

A - Des flux migratoires de travail multiples ...

Flux de migrants peu ou pas qualifiés
principaux / secondaires

Flux de migrants qualifiés

Flux associant les 2 types de migrants

B - ... diversement appréciés par les Etats selon qu'ils émettent ou accueillent des migrants

USA Dispositif destiné à arrêter les migrants et pays à l'origine de ce dispositif

Principaux Etats bénéficiaires des envois de fonds de leurs émigrés